



Assemblée générale

PROVISOIRE

A/44/PV.27
17 octobre 1989

FRANCAIS

Quarante-quatrième session

ASSEMBLEE GENERALE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA 27e SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le mardi 10 octobre 1989, à 15 heures

Président : M. NAVAJAS MOGRO (Bolivie)
(Vice-Président)

Puis : M. GARBA (Nigéria)
(Président)

Débat général [9] (suite)

Déclarations de

M. Bizimungu (Rwanda)
M. Jones (Grenade)
M. Cenac (Sainte-Lucie)
M. Sani Bako (Niger)

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

En l'absence du Président, M. Navajas Mogro (Bolivie) (Vice-Président) assume la présidence.

La séance est ouverte à 15 h 15.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

DEBAT GENERAL

M. BIZIMUNGU (Rwanda) : Permettez-moi tout d'abord d'exprimer, au nom de la délégation de la République rwandaise, nos vives félicitations au Président ainsi qu'à l'ensemble du Bureau élu pour diriger les travaux de la présente session de l'Assemblée générale. L'élection unanime du général Garba à la présidence de l'Assemblée générale constitue à la fois une reconnaissance de ses éminentes qualités diplomatiques et un hommage rendu à son pays, le Nigéria, et à l'Afrique tout entière.

Nos félicitations s'adressent également au Président de la quarante-troisième session et à ses collaborateurs pour la compétence avec laquelle ils ont dirigé les travaux de ladite session.

Qu'il me soit permis de rendre un vibrant hommage au Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuéllar, pour la compétence, la volonté, la maturité, la compréhension et l'esprit d'équilibre dont il a fait preuve dans l'accomplissement de ses tâches combien complexes, qualités qui valent à notre organisation les multiples succès enregistrés et renforcent l'estime et le crédit dont elle jouit.

La République rwandaise est fière de s'associer à la grande famille des Nations Unies dans le cadre prestigieux et solennel de cette quarante-quatrième session de l'Assemblée générale de notre organisation.

Le rendez-vous annuel de l'Assemblée générale des Nations Unies est sans conteste la plus belle et la plus grande occasion de célébrer la paix et la fraternité des nations unies du monde, et de faire le bilan de la santé économique, politique et sociale de notre planète, en termes loyaux et constructifs.

M. Bizimungu (Rwanda)

La sauvegarde de la paix et de sécurité internationales, ainsi que l'édification permanente de relations d'amitié et de coopération entre les nations, demeurent les piliers de notre action, dans la longue marche des peuples vers les aspirations les plus profondes de l'humanité tout entière, à savoir l'épanouissement de la concorde internationale, de la liberté et du progrès de tous les peuples.

Le Rwanda tient à renouveler une fois de plus son engagement solennel pour la cause de la paix et rend un profond hommage à l'Organisation des Nations Unies pour les inestimables succès remportés depuis sa création jusqu'à ce jour. Il saisit cette occasion pour formuler le vœu d'un resserrement encore plus fort des liens de fraternité et de solidarité entre les peuples, pour venir à bout de la crise persistante dans laquelle le monde et en particulier l'hémisphère sud, dont l'Afrique, reste plongé, tant sur le plan économique que sur le plan politique.

Malgré les efforts de concertation et d'intégration engagés à différentes échelles, malgré les ajustements internes opérés souvent au prix d'énormes sacrifices, malgré les bonnes volontés exprimées dans le partenariat international aux niveaux bilatéral et multilatéral, la crise persiste, la dette s'alourdit et le gouffre de la récession s'approfondit d'année en année, au détriment des économies les plus faibles de la planète.

La République rwandaise croit fermement que le sombre tableau de l'économie mondiale ne sera pas amélioré sans l'instauration d'un véritable équilibre, fait de plus de justice dans la rétribution des matières premières et produits de base. C'est donc une réforme fondamentale des mécanismes et des structures d'échanges économiques internationaux qui s'impose en faveur des peuples encore sous-développés du Sud, ceux-là même qui fournissent les matières premières aux industries prospères du Nord.

Le marasme économique permanent qui afflige les pays les moins avancés prend ses racines dans l'injustice traditionnelle du marché mondial, et cette regrettable situation a déjà fait couler beaucoup d'encre. Nous restons stupéfaits devant le silence et l'immobilisme complices de la majorité des pays riches, face à l'enlisement inexorable de nos sociétés dans le cercle vicieux de la misère et de l'endettement.

Le phénomène pernicieux et exponentiel de l'endettement de l'Afrique a été maintes fois critiqué du haut de cette prestigieuse tribune et risque de devenir,

M. Bizimungu (Rwanda)

au fil des ans, comme un refrain érodé de la rhétorique diplomatique. Pourtant, le drame est devenu une triste réalité qui se creuse au jour le jour, aggravée par les aléas climatiques et autres catastrophes naturelles qui, cette année, ont été particulièrement féroces dans plusieurs régions de notre continent.

Le Rwanda, meurtri au même titre que ses pairs africains, lance une fois de plus un appel à la communauté internationale en faveur d'une solidarité et d'une compréhension mutuelle plus efficaces, face au problème de la dette extérieure de l'Afrique. A cet égard, mon pays saisit cette solennelle occasion pour louer sincèrement les diverses initiatives généreuses de certains pays amis, comme la République fédérale d'Allemagne, le Canada, la France, la Belgique et le Japon, initiatives relatives à l'allègement du fardeau de cette dette et allant jusqu'à l'annulation des créances accumulées, en passant par la remise d'intérêts sur celles-ci.

La République rwandaise lance donc un appel à tous les autres pays nantis pour qu'ils se joignent à ces initiatives, et plaide aussi et surtout en faveur de la conception et de la mise en jeu d'une stratégie globale et durable qui permettrait à tous les pays débiteurs de liquider définitivement toute leur dette publique, commerciale et privée. Le Rwanda réaffirme son adhésion totale à la position commune africaine à ce sujet et, tout en soutenant à cet effet l'appel d'une conférence internationale ad hoc, pense que la liquidation définitive de cette crise constitue une étape primordiale dans la voie de l'assainissement de l'environnement économique international.

Il s'agit de pousser au maximum cette volonté de réalisme qui se manifeste ces derniers mois au niveau bilatéral et de l'élargir au moins à l'ensemble des pays les moins avancés certes, mais également de veiller à la mise en oeuvre des stratégies internationales et d'action en faveur du redressement économique des pays pauvres, pour lesquels des engagements ont été solennellement proclamés.

Le Rwanda soutient par ailleurs que, face à la persistance de cette crise, ces stratégies et plans d'action doivent à présent dépasser le stade verbal et se traduire concrètement dans les faits de la coopération Nord-Sud d'une part, et d'autre part, dans de vigoureux efforts d'intégration économique impliquant une véritable coopération Sud-Sud et une coopération régionale et sous-régionale tangible.

M. Bizimungu (Rwanda)

La situation économique de l'Afrique et des pays en développement en général est plus que jamais préoccupante. Permettez-moi de souligner à cet égard les appréhensions et les espoirs qui sont les nôtres, nous pays africains de la catégorie des moins avancés, face aux perspectives globales peu reluisantes de l'économie mondiale, telles que révélées par les événements les plus récents.

Le Groupe des 77, qui constitue un forum privilégié de concertation Sud-Sud en même temps qu'un cadre approprié de négociation avec les pays développés, dans le contexte du dialogue Nord-Sud, vient de célébrer son quart de siècle d'existence. Le bilan de son action compte, il est vrai, malgré les divergences, quelques sujets de demi-satisfaction, notamment le maintien d'une unité et d'une cohésion relatives et le lancement, en 1974, d'un appel mondial en faveur d'un nouvel ordre économique, appel qui, au contact de la réalité, n'a malheureusement pas pu dépasser le stade de slogan, mais qui demeure néanmoins plus que jamais d'actualité. Il y a lieu de mentionner également l'adoption, en 1981, du Programme d'action de Caracas sur la coopération économique entre pays en développement qui, contre vents et marées, demeure également d'actualité.

Mais fondamentalement, force nous est de constater qu'au-delà d'une prise de conscience réelle des problèmes, ce jubilé d'argent tombe à la fin d'une décennie gâchée. A cet égard - à quelque chose malheur est bon - il nous appartient à tous de tirer les leçons des échecs du passé, en cette veille même de l'ultime décennie du XXe siècle, et de faire des années 90 une décennie de la reprise et de la relance économique. Il est vital de mobiliser toutes les ressources nécessaires pour fournir un appui universel à la mise en oeuvre d'une stratégie internationale de développement plus réaliste et plus efficiente.

Nous demandons une fois de plus aux pays les plus industrialisés et aux institutions financières internationales de faire preuve de bonne volonté et de réalisme dans leur politique de la dette et de contribuer à débloquer durablement la situation économique étranglée du Sud.

Nous demandons que des mesures justes et appropriées viennent soutenir l'effort d'assainissement engagé par nos pays, au prix de sacrifices considérables, et que des solutions mieux intégrées et plus adaptées soient conçues dans la pleine collaboration des parties, en vue de garantir à l'humanité un avenir d'équilibre et d'harmonie.

M. Bizimungu (Rwanda)

Nous demandons vivement que la recherche de solutions à la crise économique du tiers monde en général et de l'Afrique en particulier mobilise toutes les ressources intellectuelles et morales nécessaires et tienne compte de toutes les dimensions du problème, sans en oublier ou en négliger les aspects sociaux, car les populations doivent, au-delà des Etats, rester les grands bénéficiaires des mesures d'assainissement à préconiser. Un tiers monde asphyxié dans ses racines constitue sans conteste une menace latente pour la prospérité même des sociétés industrialisées.

M. Bizimungu (Rwanda)

La situation économique de l'Afrique et du tiers monde est certes désastreuse. Le Rwanda refuse quant à lui de céder au désespoir et appelle de tous ses vœux les nations de bonne volonté réunies dans cette auguste assemblée à un regain de détermination et de vigueur dans tous les secteurs, afin d'éradiquer le spectre de la misère et de la désolation.

L'appel que nous lançons vise le soutien sans réserve des institutions, des programmes et plans d'action internationalement convenus ou à convenir. Il s'agit particulièrement de la nouvelle stratégie internationale de développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement couvrant la période 1991-2000 dont le Comité préparatoire poursuit activement ses travaux. Il s'agit également de la conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés prévue à Paris en septembre 1990 et de la session extraordinaire de l'Assemblée générale qui se tiendra en avril 1990 et qui sera consacrée à la coopération économique internationale, en particulier à la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement. En cette matière de coopération internationale aux enjeux et défis énormes, la République rwandaise privilégie le régime de la négociation comme le meilleur moyen pour la promotion d'un ordre économique mondial juste et équilibré.

Le Rwanda adhère fermement à l'appel lancé à Caracas à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du Groupe des 77 et lors de la célébration du bicentenaire français par un groupe de chefs d'Etat de pays du tiers monde en faveur d'une reprise décisive du dialogue Nord-Sud et de la promotion de la coopération économique internationale pour le développement. A cet égard, nous sommes convaincus de la nécessité de changements structurels majeurs dans l'économie mondiale et croyons au caractère indispensable de l'engagement de tous les pays, riches et pauvres, à une concertation internationale, dans le cadre d'une interdépendance inévitable.

La loi du plus fort qui a caractérisé les relations économiques internationales jusqu'à ce jour ne doit plus être de mise. Nous pensons que l'ordre de crise actuel doit, quelles que soient les responsabilités, être entièrement revu, et le transfert continu des ressources du Sud vers le Nord, céder le pas à un système plus équilibré d'où serait bannie toute forme d'exploitation.

M. Bizimungu (Rwanda)

Le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, adopté par les Nations Unies en juin 1986 pour la période 1986-1990, tire à sa fin et risque de laisser peu de traces dans le paysage économique du continent, à l'instar de la Stratégie internationale des Nations Unies en faveur du développement pour les trois décennies écoulées.

Il se pose toujours un problème crucial de fonds, et la République rwandaise soutient totalement la résolution ad hoc du vingt-cinquième sommet ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA réunis à Addis-Abeba en juillet 1989. Par cette résolution, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA ont lancé un appel à la communauté internationale pour l'accroissement substantiel des ressources du Programme, notamment dans le cadre de l'AID; pour la prolongation dudit programme au-delà de 1990; pour la mise en place de facilités supplémentaires d'aide financière aux pays africains à revenus intermédiaires non bénéficiaires de l'AID; et pour l'intensification des efforts de mobilisation des ressources auprès du Nord en faveur du redressement économique et social en Afrique.

Le Rwanda reste convaincu qu'un tel redressement doit passer par la conjugaison des efforts à la fois du Sud et du Nord : le premier apportant des réformes structurelles globales appropriées ainsi que l'amélioration de la gestion macro-économique de sa croissance, s'astreignant à équilibrer sa balance des paiements; le second s'engageant à soutenir ces actions par toutes mesures d'assistance, notamment à travers la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, ainsi que par des initiatives particulières allant de la réduction des taux d'intérêt à la remise totale de la dette, dans le cadre d'une stratégie globale et concertée.

Nous pensons que l'ajustement structurel de nos économies doit, pour être véritablement salubre, correspondre à des mesures de réajustement du côté nord, sans lesquelles il risque de constituer un processus stérile de contraction aux conséquences sociales et politiques désastreuses.

C'est ainsi, à notre avis, que la détérioration des conditions économiques et sociales des pays africains persiste en dépit des efforts manifestement déployés par les gouvernements à travers des politiques et des programmes de stabilisation et d'ajustement structurel.

M. Bizimungu (Rwanda)

Dans l'esprit de la résolution 43/27 de l'Assemblée générale des Nations Unies, exhortant nos pays à accroître leurs efforts de recherche d'un cadre conceptuel viable et pratique pour un programme économique d'ajustement structurel, et conformément aux objectifs et stratégies inspirés notamment du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos, ainsi que du PANUREDA 1986-1990, le dernier sommet de l'OUA vient d'adopter le cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel (CARPAS) en vue du redressement et de la restructuration socio-économique en Afrique.

Le Rwanda croit en ce nouvel instrument vital et pragmatique d'intégration et espère qu'il permettra aux pays africains de continuer à ajuster leurs économies en s'assurant en même temps que l'ajustement visé entraînera une croissance soutenue et un réel développement.

Le Rwanda soutient à cet égard l'appel lancé par l'OUA à la communauté internationale et aux institutions financières multilatérales, ainsi qu'à cette auguste assemblée, en vue de mener une réflexion approfondie au sujet du CARPAS et de manifester une plus grande compréhension des efforts et des réalités de l'ajustement structurel en Afrique.

Parallèlement aux efforts évoqués dans le cadre de cette indispensable coopération Nord-Sud, la République rwandaise croit fermement aux principes et objectifs d'intégration économique comme base d'un développement endogène autocentré et auto-entretenu, dans le contexte interne des Etats ainsi qu'au sein d'ensembles sous-régionaux et régionaux, selon l'esprit de Lagos. C'est dans cette optique qu'il soutient totalement la résolution prise par le dernier sommet de l'OUA sur une deuxième décennie de développement industriel en Afrique et sur l'institution de la Journée africaine de l'industrialisation à la date du 20 novembre.

En effet, l'importance d'une deuxième décennie dans ce domaine ne se justifie pas seulement du fait que les objectifs de la première n'ont pas encore été atteints, mais aussi et surtout parce que l'industrialisation bien pensée est un atout majeur dans l'aménagement des structures, dans la croissance économique et dans la recherche de solutions durables à la crise économique et à l'endettement. L'investissement industriel s'affirme en outre comme une voie fructueuse de prise en main par les pays africains de leurs propres destinées, fondée sur une participation meilleure et sans complexe à la vie économique mondiale.

M. Bizimungu (Rwanda)

Si, dans ce cadre, l'adoption du style de développement proposé par le Nord est de nos jours un phénomène acquis et irréversible, il n'en reste pas moins vrai que l'indispensable transfert de technologies du Nord vers le Sud doit se faire dans des conditions aussi accessibles qu'acceptables.

Il serait pour le moins naïf de parler d'industrialisation sans évoquer d'une façon spécifique la problématique traditionnelle des produits de base et des mécanismes pernicioeux du commerce mondial.

M. Bizimungu (Rwanda)

En effet, au moment où la communauté internationale se félicite de la mise en place, en juillet 1989, des structures du Fonds commun pour les produits de base, de graves inquiétudes demeurent au sujet de l'efficacité de ce fonds face à la profonde iniquité des fondements et du processus du commerce mondial.

D'un côté végètent des pays non industriels, fournisseurs de matières premières, empêtrés dans d'inextricables difficultés allant des insuffisances de production au non-accès aux marchés internationaux, en passant par la dépréciation progressive desdites matières, alors même que, sur le plan intérieur, la plupart de ces pays sont encore incapables de réaliser l'autosuffisance alimentaire de leurs populations.

De l'autre côté s'épanouissent les pays riches industrialisés, occupés à peaufiner les structures complexes d'un protectionnisme pur et dur qui, dans certains cas, s'oriente vers la construction de véritables empires régionaux.

Entre les deux, le fossé de l'incompréhension s'élargit et l'écart se creuse, témoins l'atmosphère de suspicion et les maigres résultats des négociations commerciales menées notamment dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), qui révèlent la pratique d'un langage incompatible de part et d'autre et la poursuite d'enjeux totalement divergents.

Le Rwanda joint sa voix à celle de tous les pays pauvres pour réclamer un meilleur équilibre en faveur de l'Afrique et du tiers monde pouvant offrir désormais aux pays démunis la possibilité d'exporter rentablement, tant soit peu, des produits agricoles et alimentaires, bruts et semi-transformés, ainsi que des produits manufacturés et semi-finis. Actuellement, ce genre d'échanges se heurte au fait regrettable que les marchés extérieurs restent volontairement fermés et à la persistance délibérée des réseaux traditionnels d'exploitation, excessivement néfastes pour les pays du tiers monde.

Dans le contexte de ces circuits à sens unique qui maintiennent et aggravent la dépendance et la fragilité des économies de l'Afrique et du tiers monde en général, les pays africains continuent d'assister, impuissants, à la détérioration constante de leurs sources de devises, détérioration entièrement imputable aux mécanismes imposés par les grands industriels du Nord et qui est au centre du cercle vicieux qui caractérise tout le cycle de production et de commercialisation. Le cas le plus flagrant est celui des difficultés rencontrées

M. Bizimungu (Rwanda)

dans les négociations actuelles d'un nouvel accord international du café, produit qui connaît une position des plus aléatoires alors qu'il reste l'un des piliers de nos économies.

A cet égard, la République rwandaise, loin de céder au pessimisme, réitère vivement sa position en faveur de l'émergence d'un nouveau style de coopération, plus solidaire et plus effective, concrétisée par des programmes d'action plus appropriés, qui permettraient à nos pays de diversifier leur monnaie d'échange et de faire face aux déficits de tous genres et de tous temps qui les handicapent invariablement.

Dans le cadre de cette coopération solidaire, le Rwanda voudrait, quant à lui, renouveler, du haut de cette tribune, ses sincères remerciements à tous les pays et organismes internationaux qui lui apportent, sur le plan bilatéral ou au niveau multilatéral, le soutien d'appoint dont il a besoin pour promouvoir son développement. Le Rwanda sait gré à ces pays et organismes de leur bonne volonté et de leur amitié et renouvelle solennellement son engagement de toujours gérer son patrimoine économique à bon escient et de constituer, en ces temps difficiles, un partenaire sûr et sérieux sur lequel la communauté internationale peut compter pour la promotion du mieux-être des peuples.

Dans le même cadre, le Rwanda rend solennellement hommage aux Etats, peuples, personnes et institutions internationales, gouvernementales et non gouvernementales de bonne volonté qui investissent bénévolement, et combien noblement, leurs énergies dans le développement économique et dans le progrès social des régions défavorisées de la planète, pour le plus grand bien de l'humanité tout entière.

Les malheurs de la planète ne se résument pas aux seuls déséquilibres économiques entre le Nord et le Sud, et il est une crise majeure qui hypothèque gravement l'avenir de l'humanité et risque de remettre en question la vie même sur cette terre. Cette crise découle de la gestion inconséquente du patrimoine écologique de la planète, bousculée par le style de développement industriel adopté par la civilisation contemporaine.

La crise écologique - car il s'agit d'environnement - est déclarée; elle a, d'ores et déjà, éclaté au travers de certains paramètres vitaux, révélés par les excès de notre civilisation tant au niveau de la destruction des ressources naturelles et de l'accumulation des déchets industriels qu'à celui de leur gestion désastreuse et des pratiques inconsidérées relatives à cette gestion.

M. Bizimungu (Rwanda)

En cette matière, le Rwanda pense que la communauté internationale tout entière est impliquée et qu'un élan de solidarité internationale doit être réalisé pour mobiliser toutes les ressources nécessaires à la préservation d'un environnement sain et viable pour l'espèce humaine.

Il est regrettable de voir qu'au moment où l'angoisse déclenchée par l'alarme sonnée au niveau de la couche d'ozone se généralise, certains industriels du Nord sans scrupules aient pu profiter de la conjoncture pour se débarrasser de leurs déchets et empoisonner la terre africaine.

Une fois de plus, l'Afrique, victime de la sécheresse et de la désertification accélérée, terre des inondations aussi paradoxales que meurtrières, terre des dévastations acridiennes, est donnée en sacrifice.

Considérant avec tristesse les catastrophes naturelles qui ont particulièrement affecté de nombreuses parties de l'Afrique et qui anéantissent les efforts engagés pour lutter contre les fléaux traditionnels tels que la désertification, la République rwandaise lance un appel à la communauté internationale en faveur d'un soutien accru du continent dans ce domaine de la préservation des ressources naturelles et de l'environnement.

Ce soutien spécial et essentiel pourra être octroyé notamment par le biais du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et devra être complété par des programmes bilatéraux.

Les projets de développement industriel qui se nourrissent massivement de ressources naturelles devront, plus que par le passé, comporter une composante environnementale approfondie au niveau de leurs études techniques et au stade d'exploitation, afin de promouvoir activement la reconstitution intégrale des ressources consommées.

La République rwandaise exprime l'espoir qu'en ce domaine vital de l'environnement, la communauté internationale saura se serrer les coudes et mobiliser les ressources intellectuelles et techniques nécessaires pour concevoir des solutions garantissant la survie de notre planète.

Pour sa part, sous la houlette de S. E. le Président de la République rwandaise, le général major Juvénal Habyarimana, qui a fait de la préservation de l'environnement l'une des principales priorités dans le cadre de sa politique

M. Bizimungu (Rwanda)

d'autosuffisance alimentaire, le Rwanda a entrepris des actions importantes dans ce domaine. A titre d'illustration, je citerai le programme national de lutte antiérosive, l'effort de reboisement national, la stratégie nationale de l'environnement et le plan d'action environnemental, les deux derniers programmes étant en cours d'élaboration.

Il a en outre adopté une série de mesures politiques et administratives, telles que l'instauration des travaux communautaires de développement (UMUGANDA), de la Journée nationale de l'arbre, des concours et prix agricoles et des thèmes annuels consacrés, pour la plupart, à l'augmentation de la production agricole, et ces diverses actions visent l'incitation et la mobilisation de tout le peuple rwandais à contribuer collectivement et individuellement à l'augmentation des disponibilités alimentaires pour assurer un équilibre judicieux entre la production et la population, dont 95 % vivent en milieu rural et dépendent entièrement des revenus et ressources tirés de l'agriculture.

Au moment où sa population connaît une croissance de 3,7 %, le Rwanda a eu, au cours de ces deux dernières décennies, des réalisations importantes, dont notamment les suivantes : la production de la pomme de terre est passée de 109 621 tonnes en 1974 à 244 700 tonnes en 1983; 21 % du territoire national sont reboisés et 83 % sont couverts de fossés antiérosifs; de 1974 à 1986, la contribution des travaux communautaires UMUGANDA aux efforts nationaux de développement a été évaluée à 14 845 450 209 francs rwandais.

C'est grâce aux efforts inlassables et aux initiatives du Président Habyarimana que le peuple rwandais a pu réaliser de telles performances.

M. Bizimungu (Rwanda)

Toutefois, en dépit des résultats atteints dans le cadre de la préservation de l'environnement et de l'autosuffisance alimentaire, le Rwanda, à l'instar des autres pays du tiers monde, fait face à de multiples défis qui compromettent l'amélioration des conditions socio-économiques du peuple rwandais.

Parallèlement aux graves préoccupations d'ordre économique auxquelles la communauté internationale est confrontée, et dont je viens d'évoquer seulement quelques aspects, le monde reste déchiré de part en part sur le plan politique par des tensions sanglantes et des conflits meurtriers résultant de situations anachroniques d'intolérance, de colonisation, d'oppression, d'impérialisme et de racisme.

La violence règne partout où ces vices d'un autre âge subsistent, partout où la souveraineté des peuples et l'intégrité des Etats sont bafouées, partout où la dignité et les droits fondamentaux de l'homme sont foulés aux pieds.

La violence ouverte règne et même se développe en de nombreux points du monde, défiant l'action éminemment pacificatrice entreprise par l'Organisation des Nations Unies depuis un demi-siècle. Elle règne au pays de l'apartheid d'où elle propage la terreur à toute l'Afrique australe; elle règne dans les territoires arabes occupés illégalement par Israël, au Liban, et dans certaines parties d'Amérique latine. La mission de l'Organisation des Nations Unies d'assurer et de promouvoir la paix et la sécurité internationales reste donc plus que jamais d'actualité, car les poudrières succèdent aux poudrières et le bruit des canons tonne encore en plusieurs régions du globe, annihilant irrémédiablement les énergies nécessaires au progrès des peuples et des sociétés.

Toutefois, la République rwandaise rend vivement hommage à l'Organisation des Nations Unies et à ses organes spécialisés, pour le travail inlassable accompli en faveur de l'entente et de la concorde internationale.

En effet, grâce à cette organisation et à son noble rôle de promotion de la paix, le XXe siècle aborde sa dernière décennie dans un climat global de détente, et les perspectives de paix sont réelles au niveau international. L'on peut envisager sans excès d'optimisme le dénouement des tensions politiques et militaires qui ont longuement marqué le sillage de la deuxième guerre mondiale.

Le monde doit ce climat de détente essentiellement au triomphe de la raison qui semble enfin prévaloir dans les rapports entre les puissances de l'Est et de l'Ouest au sujet du désarmement, même si le chemin reste encore long en ce qui concerne l'élimination totale de la menace nucléaire.

M. Bizimungu (Rwanda)

Les effets bénéfiques de cette détente sur le reste du globe sont évidents, et il y a lieu de baliser soigneusement le parcours effectué afin de préserver à jamais les acquis et d'aller toujours de l'avant dans la quête de la paix et de la sécurité. A cet égard, la communauté internationale s'est réjouie des progrès enregistrés dans de nombreux conflits où les grandes puissances semblaient s'affronter plus ou moins directement. En Afrique australe, les Accords de Brazzaville et de New York ont permis de débloquer l'immense dossier namibien et le démarrage d'un processus de réconciliation en Angola.

En ce moment même, et malgré les fausses notes imputables aux forces d'agression colonialistes sud-africaines qui appellent en conséquence la plus grande vigilance de la part de l'OUA et de l'ONU, le plan d'indépendance de la Namibie est irréversiblement engagé sous les auspices des Nations Unies.

A ce sujet, la Conférence au sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, réunie en sa vingt-cinquième session ordinaire en juillet 1989, a pertinemment examiné l'état de la mise en oeuvre de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité sur l'indépendance de la Namibie. La Conférence a regretté les graves incidents d'avril 1989 et a souligné qu'ils ont été la conséquence prévisible de la réduction des effectifs du GANUPT; elle a exprimé ses vives inquiétudes face à l'activisme des terroristes sud-africains qui opèrent sous nos yeux aux fins de compromettre et de détourner les élections de novembre prochain.

Il est incompréhensible de voir l'Afrique du Sud défier ouvertement et impunément les conventions internationales au chapitre de la Namibie, telles que définies par la résolution ad hoc du Conseil de sécurité.

Le Rwanda appuie fermement la position de l'OUA et appelle cette assemblée à prendre les décisions appropriées pour rectifier la situation, afin de garantir à nos frères namibiens des élections véritablement démocratiques et qu'à la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, la Namibie puisse accéder à cette tribune, sous la houlette de la SWAPO, en tant que 160e membre de l'ONU.

La communauté internationale semble, hélas!, s'être habituée aux exactions intérieures et extérieures du régime raciste de Pretoria, ainsi qu'aux actes de génocide perpétrés depuis toujours par une poignée de criminels sur la majorité noire de ce pays. Cette situation d'indifférence cache mal les intérêts commerciaux de certains pays au profit desquels des millions de gens sont sacrifiés

M. Bizimungu (Rwanda)

et la démocratie baillonnée. La République rwandaise lance un appel au monde libre en faveur d'un regain de pressions de tous genres sur l'Etat criminel de Pretoria pour l'amener à normaliser la vie politique et économique, conformément aux principes universels de démocratie et de dignité humaine.

L'apartheid, racisme institutionnalisé et porté à son paroxysme, régime politique, social et économique odieux et inhumain, négation absolue de la dignité humaine, est un système criminel rétrograde et avilissant qui, de toute façon, est appelé à disparaître. Nous avons maintes fois condamné sans réserve la politique terroriste et abjecte de Pretoria dans le cadre de l'OUA, du Mouvement des non-alignés et du haut de cette tribune. Cette quarante-quatrième session nous offre encore l'occasion d'exprimer notre dégoût et notre profonde préoccupation face aux crimes incalculables commis par la minorité raciste d'Afrique du Sud, et les torts physiques, moraux et socio-économiques qu'elle cause depuis plus de 200 ans! Aujourd'hui, nous déplorons énergiquement l'indifférence notoire des partenaires économiques, politiques et militaires de ce régime raciste et assassin, indifférence manifestée à l'égard de sanctions globales et obligatoires par ceux-là mêmes qui passent pour les champions de la démocratie et les défenseurs de la dignité et des droits de l'homme. Nonobstant cette déception, nous appelons la communauté internationale à accroître son soutien aux mouvements de libération de ce pays et appuyons vivement la convocation, en décembre de cette année, d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'apartheid et ses méfaits en Afrique australe.

S'agissant de la situation en Angola, le Rwanda soutient fermement les initiatives de paix déjà entreprises. C'est dans cette optique que le Président de la République rwandaise a participé personnellement aux pourparlers qui ont eu lieu à Gbadolite en juin 1989 sous l'heureuse initiative du Président Mobutu du Zaïre. Le Rwanda lance un appel à tous les responsables politiques et les invite à appuyer ces initiatives de paix, afin que ce pays frère en finisse avec la guerre civile qui le déchire depuis plus de 15 années et puisse enfin consacrer ses énergies au pansement de ses blessures et à la recherche de son progrès social et économique.

Mon pays réaffirme également son appui au peuple frère mozambicain qui doit faire face, depuis de longues années, aux attaques criminelles de la RENAMO soutenue par le gouvernement raciste d'Afrique du Sud. Il renouvelle aussi son

M. Bizimungu (Rwanda)

soutien au peuple sahraoui qui reste toujours privé de son droit à l'autodétermination et à l'indépendance et salue les efforts que déploient l'OUA et l'ONU à cet égard dans le cadre de la mise au point de modalités appropriées pour l'application du plan de paix sur le Sahara occidental.

M. Bizimungu (Rwanda)

Ailleurs en Afrique, des foyers de tensions et de guerre civile perdurent, inhibant ainsi le développement socio-économique des peuples touchés. Le Rwanda, quant à lui, croit profondément aux vertus irréfutables du dialogue et du règlement pacifique des différends ainsi qu'au principe de non-recours à la force, et condamne énergiquement le terrorisme et l'agression, conformément à l'éthique internationale et à l'esprit du non-alignement.

La République rwandaise loue les initiatives de paix effectuées dans le contexte extrêmement difficile de ces conflits, et encourage les parties concernées à faire valoir le dialogue fraternel direct, seule attitude apte à entretenir la dynamique de paix et de sécurité entre les peuples.

Le Rwanda a, dans le cadre des forums internationaux, maintes fois exprimé son attachement à la paix et au dialogue politique qu'il s'efforce de traduire dans les faits sur les plans sous-régional, régional et international.

L'état de guerre qui déchire le Moyen-Orient depuis des décennies, imposant le martyre au peuple palestinien, la dévastation du Liban, naguère prospère et aujourd'hui ravagé, sont autant de situations douloureuses qui perdurent et font honte à l'humanité tout entière.

Ayant reconnu officiellement l'Etat palestinien indépendant, proclamé à Alger en novembre 1988, le Rwanda réaffirme de nouveau sa solidarité envers la cause du peuple palestinien et exprime son attachement à la négociation pacifique et directe entre les parties concernées. La seule force légitime à laquelle nous croyons est celle du droit et de la raison, car elle seule est compatible avec la paix et la dignité des hommes et des peuples.

Si le Rwanda, à l'instar des autres pays épris de paix, a poussé un profond soupir de soulagement à la suite du cessez-le-feu intervenu entre l'Iran et l'Iraq, et à l'amorce de négociations entre les deux parties, il reste préoccupé par la poursuite des affrontements armés en Afghanistan après le retrait combien apprécié des troupes soviétiques. L'Organisation des Nations Unies, le Mouvement des non-alignés, l'Organisation de la Conférence islamique et toutes les forces de médiation sont appelés à tout mettre en oeuvre pour liquider ce foyer de tension et de haine fratricide. Pour ce faire, il faut que les parties belligérantes fassent preuve de bonne volonté et de raison et acceptent de s'asseoir autour d'une table de négociation.

M. Bizimungu (Rwanda)

Au sujet de la situation au Cambodge, nous exprimons notre appui total au processus de médiation en cours et souhaitons que les négociations menées dans le cadre de la Conférence de Paris et au niveau de l'Organisation des Nations Unies puissent se poursuivre et déboucher dans les meilleurs délais sur des solutions équilibrées et durables.

Dans ce même ordre d'idées, nous souhaitons que les problèmes qui affligent certains pays d'Amérique latine et en font une zone d'instabilité puissent voir une fin rapide. Il est grand temps que toutes les forces en présence optent pour la voie de la négociation pacifique et de la démocratie et que les forces d'ingérence reconnaissent aux Etats concernés le droit légitime et inaliénable à la souveraineté nationale. Dans ce contexte, le Rwanda appuie toutes les initiatives de paix et de réconciliation en Amérique latine, menées notamment dans le cadre du Groupe de Contadora.

L'histoire récente de l'humanité a légué à certains peuples des blessures mal cicatrisées qu'il appartient à la communauté internationale de guérir définitivement. Nous pensons certes aux conflits d'hier, des ruines desquelles les Etats doivent s'employer à se relever et dont le spectre doit être exorcisé à jamais. Mais nous pensons aussi, et de façon spécifique, au drame persistant de la division qui déchire des peuples frères. Des rideaux de fer et autres murs de la haine, de la honte et de la douleur subsistent à différentes échelles et opposent indûment des frères d'une même nation, d'un même peuple, pour des raisons idéologiques.

Le Rwanda ne cesse d'encourager fermement tous les efforts visant la réunification pacifique et indépendante de la nation coréenne, ainsi que les initiatives hautement louables tendant au recouvrement légitime de l'unité par le peuple allemand.

Dans ce contexte, le Rwanda suit par ailleurs avec optimisme les négociations sur la question chypriote, menées sous l'égide des Nations Unies, et souhaite qu'elles continuent de s'inspirer intégralement des principes universels de souveraineté, d'unité et d'intégrité territoriale des Etats. Il s'associe à ses pairs non alignés pour saluer les efforts assidus accomplis par le Secrétaire général des Nations Unies en vue d'un dialogue constructif, de la démilitarisation de Chypre et du retrait immédiat de toutes les forces d'occupation et d'exploitation.

M. Bizimungu (Rwanda)

La brise de la détente qui souffle dans le ciel des relations internationales, et les perspectives globalement pacifiques qu'elle inspire resteront, dans l'histoire de l'humanité, la réalisation d'un rêve longtemps attendu par tous les peuples. La communauté internationale doit saisir cette chance sans précédent pour renforcer la paix et la solidarité entre les hommes, et pousser à leur maximum les dispositions vitales et les actions engagées en faveur du désarmement, de la démilitarisation du secteur nucléaire, de la reconversion des océans en zones de paix, de la non-militarisation de l'espace, ainsi que de la réduction des tensions là où elles subsistent.

Dans ce domaine vital du désarmement, dont les multiples facettes vont encore et plus que jamais retenir toute l'attention de la présente session, le Rwanda tient à réitérer sans équivoque à l'Assemblée générale de notre organisation son indéfectible soutien aux négociations visant la mobilisation maximale et décisive des volontés et la mise en vigueur de toutes les étapes du désarmement général et complet.

Il exhorte vivement les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique à préserver les acquis du dialogue engagé dans ce domaine au grand bonheur de toute la famille des Nations Unies et à mériter jusqu'au bout la confiance qu'ils ont suscitée au sein de la communauté internationale.

Nous observons avec optimisme les nobles initiatives de détente amorcées entre l'Est et l'Ouest et nous nous félicitons non seulement de la décrispation générale qui s'affirme peu à peu dans le climat politique mondial au niveau des conflits locaux et régionaux, mais également de l'émergence d'une ère nouvelle de démocratie et de liberté dans le monde, et en particulier dans les pays de l'Est.

Bien plus, il est selon nous impératif d'étendre ce processus de détente à la résolution des questions économiques et sociales internationales et particulièrement à la cause des pays pauvres, et le Nord est instamment appelé à prendre également conscience des dangers découlant de l'iniquité économique mondiale, qui sont aussi menaçants que la course aux armements ou la dégradation de l'environnement.

Un monde désormais dominé par une nouvelle éthique de paix, un monde solidaire dont seraient bannis le bruit des canons et la menace nucléaire, ainsi que toutes les formes de violence, de terrorisme, de discrimination, un monde définitivement

M. Bizimungu (Rwanda)

libéré des séquelles du colonialisme et du racisme et marqué par la compréhension et le dialogue ainsi que par la coopération, ce monde là est à la portée des peuples de bonne volonté et constitue selon nous l'aspiration naturelle des hommes.

Le Rwanda appelle de tous ses vœux l'épanouissement de la détente et l'avènement d'une ère nouvelle de paix, d'équité, de progrès social et économique, et renouvelle à la présente assemblée sa détermination d'y oeuvrer sans réserve, tant dans sa politique intérieure que dans ses relations avec les Etats épris des nobles idéaux de la grande famille des Nations Unies et du Mouvement des non-alignés.

Le Rwanda a profondément foi dans l'Organisation des Nations Unies, qui représente l'instance internationale la mieux appropriée pour maintenir sur l'échiquier international la dynamique de paix et régler pacifiquement les différends. Mieux que tout autre, l'Organisation des Nations Unies est habilitée à conduire les peuples opprimés vers la libération et l'autodétermination.

M. Bizimungu (Rwanda)

Plus que jamais, elle est appelée à promouvoir une coopération internationale plus juste dans tous les domaines, sur la base de l'égalité souveraine des Etats. Elle a à son actif un important palmarès d'inestimables succès, et particulièrement dans le domaine du maintien de la paix pour lequel elle a mérité le prix Nobel 1988 qui nous honore tous infiniment.

Mon pays, le Rwanda, réexprime son profond attachement aux nobles idéaux prônés par l'Organisation des Nations Unies et souhaite vivement qu'en vue de s'assurer plus d'efficacité et de réussite, cette organisation prenne soin de toujours travailler sur la base d'objectifs réalistes et réalisables. Nous exprimons notre sincère gratitude aux organisations des Nations Unies qui s'attellent au développement socio-économique de cette planète. Des remerciements particuliers s'adressent à ceux qui oeuvrent sans relâche pour le bien-être des groupes les plus vulnérables que sont les enfants et les mamans; c'est pourquoi des efforts continus doivent être déployés pour les doter de ressources nécessaires suffisantes.

La République rwandaise attend de cette quarante-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies un grand pas en avant et appelle tous les Etats Membres à renforcer davantage leur cohésion et leur solidarité pour progresser dans la réalisation des idéaux de notre Charte, qui repose plus que jamais sur la nécessité vitale d'établir un nouvel ordre économique international plus équilibré et plus juste envers les pays du tiers monde qui, traditionnellement, sont défavorisés. C'est, selon nous, la voie la plus réaliste et la plus sûre de garantir à la l'humanité tout entière un avenir de paix, de sécurité et d'épanouissement.

M. JONES (Grenade) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais vous adresser les salutations du Gouvernement et du peuple de la Grenade.

Ma délégation fait siennes les nombreuses et éloquentes expressions de confiance dans ses grands talents de diplomate et son savoir-faire adressées au Président alors qu'il préside les délibérations de la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale avec une compétence et une confiance sans pareilles. En outre, ma délégation souhaite manifester son admiration et son estime à l'ancien Ministre des affaires étrangères de l'Argentine, M. Dante Caputo, pour la façon remarquable dont il a conduit les travaux de la quarante-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

M. Jones (Grenade)

Le rayon de lumière qui a éclairé la scène internationale au cours des derniers jours de la quarante-troisième session de l'Assemblée générale nous donne l'espoir, alors que le rideau continue de se lever sur la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale, que la paix internationale et la bonne volonté pourront être soutenues afin que les nations voient s'accroître leur confiance mutuelle et se sentent davantage en sûreté et en confiance dans leurs délibérations et leurs relations.

Le Secrétaire général des Nations Unies, ardent défenseur de la paix, a fait progresser, au cours de ses longs voyages dans de nombreuses régions, le processus de paix, grâce à sa diplomatie tranquille, efficace et compétente. Il incombe à présent aux dirigeants nationaux et à ceux qui sillonnent les corridors du pouvoir de naviguer avec le vent favorable qui souffle aujourd'hui et de suivre la marée favorable qui va dans la direction de la paix et de la sécurité internationales. Je voudrais citer la récente allocution du Secrétaire général prononcée lors du Sommet du Mouvement des non-alignés à Belgrade :

"Jamais nous n'avons vu dans l'histoire du Mouvement des non-alignées la fluidité que nous voyons aujourd'hui dans les affaires internationales".

Cette fluidité qui existe dans les affaires internationales, et qui a été décrite avec tant d'éloquence par M. Pérez de Cuéllar, permet d'espérer un règlement pacifique des conflits qui affligent de longue date de nombreuses régions du monde et où, récemment, des signes de paix sont apparus pour le grand bien de tous.

L'aspect tridimensionnel du conflit qui existe dans la région d'Afrique australe - la question de Namibie, la déstabilisation des Etats de première ligne, et les pratiques violentes, diaboliques et institutionnalisées du racisme, l'apartheid - commence à montrer des signes de la fluidité dont a parlé le Secrétaire général.

La Namibie en est le meilleur exemple. Cette dernière colonie africaine, grâce à Dieu, va bientôt briser les chaînes du colonialisme et prendre la place qui lui revient dans la communauté des nations indépendantes, à laquelle elle appartient à juste titre. La perspective de l'indépendance de la Namibie est devenue plus proche en décembre 1988, lorsque, aux Nations Unies, dans le cadre de cérémonies impressionnantes, un accord bilatéral a été signé par Cuba et par

M. Jones (Grenade)

l'Angola en vue de permettre le retrait échelonné des troupes cubaines de l'Angola. De même, un accord tripartite a été signé par Cuba, l'Angola et l'Afrique du Sud aux termes duquel l'Afrique du Sud a commencé le retrait de ses forces de la Namibie de façon analogue. Cela a permis au Secrétaire général des Nations Unies de créer et d'envoyer le Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition et la mission de vérification des Nations Unies de l'Angola dans la région, conformément à la résolution 626 (1988) du 20 décembre 1988 du Conseil de sécurité et d'appliquer ainsi le plan général du Conseil de sécurité pour la Namibie, qui figure dans la résolution 435 (1978).

Les difficultés et les déceptions initiales rencontrées depuis le 1er avril, lorsque l'équipe des Nations Unies est arrivée en Namibie, doivent être surmontées par toutes les parties dans un esprit de décision et de bonne volonté pour assurer l'indépendance de la Namibie à la date fixée. Nous ne pouvons pas nous permettre de reporter cela à une prochaine fois. Pour paraphraser l'immortel William Shakespeare, il existe une marée qui conduit à l'indépendance; si l'occasion est manquée, la vie d'un peuple décidé et courageux se poursuivra au milieu des misères. C'est aujourd'hui le jour. C'est maintenant que la Namibie doit être délivrée des forces de l'oppression. C'est maintenant qu'il faut saisir la marée qui conduit au bonheur des pauvres, c'est maintenant qu'il faut proclamer la liberté des captifs et délivrer les prisonniers.

Si la Namibie réussit, un climat psychologique s'ensuivra qui hâtera l'élimination de la pratique odieuse, cruelle et dépassée de l'apartheid et des pressions qui en découlent pour les Etats de première ligne. L'attention de toute la communauté internationale se concentre sur l'Afrique du Sud pour voir si le nouveau président est capable d'inaugurer la nouvelle société qu'il a promise, ou si sa soi-disant nouvelle approche n'est qu'une simple tactique pour consolider sa mainmise sur le pouvoir. Le Gouvernement, le peuple de Grenade et l'histoire jugeront le Président de Klerk en fonction de son comportement et non de ses paroles. Quoiqu'il en soit, chacun peut voir les signes annonciateurs, même ceux qui sont les artisans et les partisans de cette pratique barbare.

M. Jones (Grenade)

La détention prolongée de Nelson Mandela - leader incontesté de la majorité du peuple d'Afrique du Sud - est significative de la situation en Afrique du Sud. Il est immoral et lâche de la part du Gouvernement sud-africain d'essayer maintenant d'avoir des négociations avec Mandela pour tenter de résoudre les problèmes qui affligent le pays. Le pouvoir de négociation est de toute évidence inégal.

En conséquence, nous demandons instamment au Gouvernement sud-africain de le relâcher maintenant et sans condition pour permettre un dialogue authentique entre les parties au différend. Mandela doit pouvoir se faire une idée de la situation par lui-même, d'une manière parfaitement indépendante et sans le moindre contrôle.

La Conférence sur le Cambodge, qui s'est achevée récemment à Paris, si elle n'a pas permis d'éliminer tous les problèmes qui font obstacle à la paix, a toutefois laissé entrevoir une possibilité de paix dans la région. Cela est corroboré par le fait que les parties cambodgiennes ont accepté l'idée du Secrétaire général d'organiser une mission d'enquête préliminaire chargée de recueillir sur place des données techniques afin de faciliter les discussions de fond pour arriver à la paix.

Le problème de la péninsule coréenne, legs de la deuxième guerre mondiale et de ses séquelles, est un parfait exemple de la façon dont la rivalité entre les grandes puissances - loin de leurs frontières mais sur celles de voisins fort éloignés - peut diviser un peuple industrieux autrefois étroitement uni par les liens du sang, les affinités et la culture.

La récente proposition faite par le Président Roh Tae Woo, de la République de Corée, à l'Assemblée nationale pour que la Corée du Nord et la Corée du Sud adoptent la Charte de la communauté nationale afin de former un Commonwealth entre les deux Corée offre l'espoir d'une association intérimaire en attendant l'unification nationale.

Grâce au dialogue permanent et aux contacts réguliers entre la Corée du Nord et la Corée du Sud, nous espérons que le terrain sera prêt pour adopter la Charte d'ici le 15 août 1990 - date du quarante-cinquième anniversaire de la division artificielle de la Corée - et créer ainsi à nouveau une nation, un peuple au remarquable génie. Si cette proposition n'est pas acceptée, il ne saurait y avoir aucun obstacle à l'entrée de la République de Corée et à la Corée du Nord dans la communauté des nations.

M. Jones (Grenade)

Au Sahara occidental, le plan de paix soumis par le Secrétaire général et par le Chef de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), suivi de la proposition du Secrétaire général visant la création d'une commission technique pour appliquer la proposition, ont été bien accueillis par le Maroc et par le POLISARIO. Des réunions de haut niveau entre les deux parties ont pu avoir lieu grâce aux bons offices du Secrétaire général et il faut espérer que grâce à la bonne volonté de toutes les parties sera possible d'arriver enfin au règlement tant attendu.

De la même façon, les pourparlers intercommunautaires à Chypre, bien qu'ils soient à une phase critique, laissent espérer qu'avec l'aide du Secrétaire général et de ses représentants il sera possible d'arriver à un règlement pacifique. Dans l'intervalle, la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre mérite le plein appui de la communauté internationale, car elle s'efforce de servir de tampon et de maintenir la paix entre les communautés grecque et turque.

L'Accord de Genève du 14 avril 1988, qui a préparé le terrain pour le retrait des forces étrangères d'Afghanistan, a été une étape prometteuse vers le règlement du conflit, et, même si les attaques intermittentes se poursuivent, le conflit a beaucoup perdu de son intensité et les souffrances humaines ont été allégées. Le moment est donc opportun pour la communauté internationale de saisir cette initiative et de faire le nécessaire afin que cessent les combats et que s'amorce un dialogue susceptible de déboucher sur une solution politique négociée. A cet égard, ma délégation félicite le Premier Ministre du Pakistan de sa récente déclaration qui représente une contribution à la solution du problème afghan.

Au Moyen-Orient, le cessez-le-feu entre l'Iran et l'Iraq, qui a pris effet il y a un peu plus d'un an, est toujours en vigueur en dépit des accusations et des contre-accusations que se sont parfois lancées les deux parties. Il existe donc l'espoir de voir appliquer pleinement la résolution 598 (1987) du Conseil de sécurité et de ramener aussi le calme et la sécurité dans la région.

Toutefois, j'aimerais rappeler à l'Assemblée le sort tragique des adeptes de la religion Bahai en Iran où ils sont privés de leur droit sacré à la liberté de culte. J'ai appris que depuis la fin de la quarante-troisième session l'attitude du Gouvernement iranien à leur égard s'est un peu améliorée. Cependant les Bahais se voient toujours refuser la liberté de pratiquer leur religion; ils ne sont pas autorisés à se réunir en tant que communauté ou à avoir un lieu de culte;

M. Jones (Grenade)

leurs institutions administratives sont proscrites; leurs biens sont toujours confisqués; et leurs lieux saints, sacrés pour toute la communauté Bahai de par le monde, restent saisis, quand ils ne sont pas détruits.

Ces persécutions religieuses et sociales doivent cesser, car elles menacent la paix fragile obtenue grâce au cessez-le-feu. En conséquence, les Nations Unies doivent s'employer de toute urgence à examiner soigneusement le problème si nous voulons éviter un retour à l'instabilité que le pays a connue récemment.

Le conflit arabo-israélien à propos de l'avenir des Palestiniens continue d'être l'une des principales pierres d'achoppement dans nos efforts pour trouver des solutions acceptables aux conflits internationaux et pour réaliser la paix universelle. Mais la réunion du Conseil national palestinien à Alger et la réunion historique de l'Assemblée générale à Genève qui l'a suivie ont suscité l'espoir qu'un progrès décisif aurait lieu, et nous attendions donc l'année 1989 avec intérêt, confiants qu'elle serait témoin d'une évolution positive vers un règlement authentique et durable. Aussi ma délégation est-elle déçue de voir que le processus de paix a peu avancé et que la situation actuelle n'inspire qu'un optimisme prudent. Nous n'en devons pas moins poursuivre notre quête d'une solution acceptable; nous ne devons ni nous décourager, ni hésiter. L'enjeu est trop grand et les conséquences de l'échec trop dangereuses. Nous devons donc persévérer jusqu'au bout.

La situation au Liban demeure elle aussi une source de grave préoccupation. La souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de cet Etat Membre des Nations Unies continuent d'être foulées aux pieds par tout un déploiement de forces armées - certaines étrangères, certaines locales - tandis qu'on enregistre toujours autant de pertes insensées en vies humaines et en biens. Les Nations Unies ont le devoir, à l'Assemblée générale comme au Conseil de sécurité, d'examiner sérieusement et de toute urgence le problème afin de lui trouver sans tarder une solution et de restaurer la paix et la stabilité dans ce pays ravagé.

En Amérique centrale, les cinq présidents tentent inlassablement de trouver une solution pacifique à une décennie de conflits dans la région. Nous les félicitons des efforts qu'ils font pour arriver à leur propre règlement négocié du problème et pour réaliser ainsi leurs aspirations : inspirer le respect et exercer leur droit à l'indépendance, à la souveraineté et à l'autodétermination.

M. Jones (Grenade)

Au Panama, toutefois, la situation s'est détériorée et le peuple continue de se voir refuser son droit divin d'élire un gouvernement de son choix. Les tactiques muselées d'un seul homme contre la vaste majorité de la population donnent le ton. Les Nations Unies ont le devoir de protester énergiquement contre ce système et de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour aider à remédier à la situation.

Ma délégation souscrit à l'idée que la mise en oeuvre de l'Accord d'Esquipulas II offre le meilleur espoir de paix dans la région. L'Accord peut être étayé par la mission de reconnaissance des Nations Unies, qui se trouve actuellement sur place, en vue de vérifier et de surveiller le processus électoral, qui sera suivi du rapatriement et de la réinsertion par le Haut Commissaire des réfugiés pour les Nations Unies des personnes et des familles déplacées.

Au coeur du processus de paix en Amérique centrale se trouve la demande humanitaire que les cinq présidents ont formulée et que l'Assemblée générale a approuvée en tant que Plan de coopération économique pour l'Amérique centrale.

En outre, la récente conférence internationale sur les réfugiés d'Amérique centrale, qui s'est tenue à Guatemala City, en mai, a montré les bonnes intentions qui existent dans la région et au sein de la communauté internationale en ce qui concerne la paix et la réconciliation nationale.

La situation sociale, économique et politique en Amérique centrale, comme dans de nombreux pays en développement, est aggravée par le problème de la dette extérieure, qui est devenue un boulet que traînent avec eux les peuples braves et courageux pour lesquels l'étranglement économique est devenu un mode de vie.

La situation en Haïti préoccupe particulièrement mon pays, comme elle devrait préoccuper tous nos voisins de l'hémisphère. Haïti est la république noire la plus ancienne de la terre et, à l'exception des Etats-Unis d'Amérique, c'est l'Etat souverain le plus ancien de ce continent, puisqu'il a atteint ce statut en 1804.

La Grenade se sent particulièrement proche de Haïti, le dirigeant révolutionnaire et roi de Haïti, Henri Christophe, étant né à la Grenade. Le Gouvernement et le peuple de la Grenade sont heureux de voir qu'une délégation de haut niveau des ministres des affaires étrangères des Caraïbes s'est rendue en Haïti pour obtenir des renseignements de première main, qui aideront les dirigeants du CARICOM à fournir une assistance si elle s'avère nécessaire. Ma délégation espère que l'on publiera rapidement, comme convenu, un calendrier électoral, que

M. Jones (Grenade)

des mesures concrètes seront prises pour assurer des élections libres et justes, que la transition vers la démocratie se fera facilement et sans heurts, et que l'on gèrera dans la coopération fructueuse les affaires de Haïti, qui a illuminé l'hémisphère de sa ferveur et de sa lumière révolutionnaires.

Toutes les fois qu'au cours des quatre dernières années, ma délégation a traité de la dette extérieure, nous avons avancé l'idée qu'il fallait trouver une politique plus pratique pour soulager les pays débiteurs. Si le remboursement de la dette est la responsabilité juridique et morale du débiteur, sa réduction, compte tenu de la situation économique actuelle du tiers monde, devrait faire l'objet de considérations humaines et morales de la part des créanciers.

Ma délégation félicite les pays créanciers qui commencent à tenir compte de ces considérations soit en annulant soit en réduisant les obligations encourues. Ces mesures positives réduiront les frustrations et les difficultés socio-économiques qui menacent la stabilité et la sécurité de nombreux pays débiteurs. Dans le cas de ma région, la base étroite de nos économies et la nature particulière de notre dette extérieure, qui est essentiellement détenue par des institutions multilatérales, souligne la nécessité d'avoir un programme de réduction de dette. C'est la seule façon de procéder si on veut disposer de moyens financiers adéquats pour investir dans l'avenir de notre génération et mettre en place l'infrastructure nécessaire à l'édification de cet avenir.

A la quarante-troisième session de l'Assemblée générale, j'ai eu l'occasion d'invoquer les difficultés particulières rencontrées par les petits pays en développement insulaires. Je manquerais à mon devoir si, à la quarante-quatrième session, je ne réitérais pas les préoccupations que j'avais exprimées alors, particulièrement à la lumière des ravages que le cyclone Hugo a infligés récemment dans trois Etats frères des Caraïbes, Antigua-et-Barbuda, la Dominique, Saint-Kitts-et-Nevis, ainsi qu'à Monstserrat et dans d'autres territoires de la région.

En fait, lors de cette session, dans sa résolution 43/189, intitulée "Mesures spécifiques en faveur des pays en développement insulaires", l'Assemblée générale a reconnu le caractère particulier de cette catégorie d'Etats Membres. Il convient cependant d'appliquer effectivement les paragraphes 10 et 11 de la résolution 43/189. En fait, un suivi effectif de la question des "mesures concrètes" implique que l'on mobilise activement la Conférence des Nations Unies

M. Jones (Grenade)

sur le commerce et le développement, ainsi que diverses institutions du système des Nations Unies, au niveau des mesures financières, du financement ou des activités opérationnelles. Les résultats obtenus dans ce cadre interinstitutionnel devraient, après avoir été identifiés par le Secrétaire général, se traduire par des actions concrètes.

La présente session de l'Assemblée générale est convoquée au seuil de la dernière décennie de notre siècle. Il semblerait qu'au cours des débats, on ait pris conscience de l'urgence de la situation en ce qui concerne le développement du monde en développement. Ainsi, au cours du segment de haut niveau de la trente-sixième session du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, l'attention s'est portée principalement sur le rôle du Programme des Nations Unies pour le développement dans les années 1990. On a demandé la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale en avril 1990, consacrée à la coopération économique internationale et en particulier à la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement. Dans une autre enceinte encore, nous sommes en train d'élaborer ce qui devrait être une stratégie internationale de développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement, c'est-à-dire la décennie des années 90.

Ma délégation espère sincèrement que la communauté internationale saura relever le défi que représente l'examen des questions qui ont été mises en exergue dans le contexte de l'examen global des activités opérationnelles du système des Nations Unies, au titre du point 89 de notre ordre du jour.

Dans les Caraïbes, nous dressons actuellement notre propre bilan afin d'être mieux en mesure de répondre aux demandes et aux aspirations de nos peuples pendant la prochaine décennie, mais nos efforts personnels dans ce domaine, notamment dans le développement des ressources humaines, du logement et des établissements humains, des prestations sanitaires, du développement agricole et industriel ne peuvent être réalisés dans le vide.

Je souhaite maintenant réaffirmer l'attachement permanent de la Grenade aux Nations Unies, à l'Organisation des Etats américains, au Commonwealth britannique, à la Communauté des Caraïbes, à l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales et à toutes les autres organisations nationales ou internationales qui nous ont aidés

M. Jones (Grenade)

à réaliser nos objectifs en matière de politique étrangère - dont l'élément central est la promotion de la paix et de la fraternité entre les membres de la communauté mondiale. Nous sommes orientés vers la recherche de cet objectif, mus par l'idée que la paix et la démocratie sont inextricablement liés, et notre politique consiste à fournir un appui moral aux peuples qui luttent pour la paix et la démocratie.

M. Jones (Grenade)

Notre penchant pour la démocratie découle de l'épisode traumatique que nous avons vécu récemment, alors que la démocratie nous semblait chose acquise. Forts de cette expérience, nous avons choisi de gouverner et d'être gouvernés au moyen d'un système qui, entre autres choses, exige et garantit le respect des droits de la personne humaine, prévoit de nombreuses mesures de protection en vertu d'un pouvoir judiciaire indépendant, autorise la liberté d'expression, offre à la population la possibilité de participer au processus de prise de décisions politiques, impose des restrictions aux dictateurs de toute confession et de toute tendance, mais est néanmoins capable de concilier nos nombreuses divergences et diversités.

Cela m'amène à aborder deux problèmes qui pourraient bien hypothéquer l'avenir de notre jeunesse : la protection de l'environnement et le trafic et l'abus des stupéfiants. Ces deux questions ont figuré à l'ordre du jour de la dixième réunion des chefs de gouvernement de la Communauté des Caraïbes qui s'est achevée récemment - réunion que mon pays a eu l'honneur d'accueillir en juillet dernier.

La propension de l'homme à s'autodétruire a fait jusqu'à présent l'objet de notre préoccupation dans le contexte de la guerre internationale. Les fléaux de notre époque - la dégradation de l'environnement par l'homme ainsi que l'abus et le trafic des stupéfiants - doivent être attaqués de front. Nous devons prendre conscience de la nature transfrontière des problèmes et trouver des solutions conformes à cet objectif. Dans le même esprit, la Grenade souscrit sans réserve aux préceptes consacrés dans la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontière de déchets dangereux et de leur élimination, adoptée en mars 1989.

Il convient de signaler qu'à la réunion des chefs de gouvernement précitée, les pays des Caraïbes ont approuvé les propositions de lutte contre le trafic des stupéfiants présentées par la Jamaïque et la Trinité-et-Tobago. Lesdites propositions font l'objet de deux projets de résolution qui seront examinés au cours de la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale. Elles envisagent nettement un rôle actif pour les Nations Unies dans ce domaine et peuvent être considérées comme un moyen de promouvoir les objectifs de la Convention des Nations Unies sur les stupéfiants et les substances psychotropes, adoptée à Vienne en décembre 1988.

L'année dernière, ma délégation a félicité le Président Reagan et le Président Gorbatchev de leurs contributions à la détente internationale et leur

M. Jones (Grenade)

a demandé instamment de poursuivre leur dialogue pour que le vent du changement qui souffle sur certaines régions s'intensifie au point de se faire sentir dans le monde entier et d'apporter avec lui une compréhension et une tolérance plus grandes entre les peuples. Aujourd'hui, je voudrais féliciter le Président Bush pour sa contribution au nouvel esprit de détente et de rapprochement et lui demander de maintenir, avec le Président Gorbatchev, un niveau de dialogue qui leur permette d'instaurer la confiance, tellement vitale pour la détente internationale.

Nous notons avec satisfaction et avec joie le nouveau climat politique existant en Union soviétique, en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie et dans certaines parties d'Amérique centrale et d'Afrique. Nous avons noté également les élections parlementaires qui ont eu lieu récemment en Union soviétique et en Pologne ainsi que la création d'un nouveau gouvernement en Pologne, sous la conduite de Solidarité. Quel soulagement de voir que les Allemands de l'Est peuvent désormais passer en Allemagne de l'Ouest sans risque d'être tués.

Il ne fait aucun doute qu'au cours de l'année écoulée, des progrès notables ont été accomplis dans plusieurs domaines et plusieurs régions du monde, et que beaucoup a été fait pour réduire les tensions et les dangers qui nous ont si souvent menacés de destruction. Toutefois, nous ne devons pas nous laisser aller et baisser notre garde ou réduire notre vigilance. Nous devons rester conscients du danger permanent que font courir au monde trois problèmes internationaux - la drogue, le fardeau de la dette et l'Afrique du Sud -, chacun d'eux étant susceptible de plonger le monde dans les ténèbres et le désespoir. Nous devons redoubler d'efforts dans la recherche de nouveaux moyens d'affronter ces problèmes pour pouvoir les neutraliser et, en fin de compte, éliminer les dangers que leur persistance fait courir à la paix mondiale.

Je suis toutefois convaincu, en dépit des progrès qui pourraient être faits ailleurs dans le monde, que la planète continuera d'être en danger tant que la question de l'Afrique du Sud ne sera pas réglée. Tout être civilisé ne devrait jamais permettre qu'on puisse penser qu'il accepte ou qu'il tolère la persistance du système abominable du Gouvernement sud-africain. Le moment est venu pour l'Organisation des Nations Unies, en raison de son influence et de son prestige, de s'élever plus vigoureusement encore contre l'apartheid et d'entreprendre un dialogue et une action susceptibles d'aboutir au démantèlement immédiat de ce

M. Jones (Grenade)

système et à l'octroi, aux quelque 26 millions de Noirs vivant dans ce pays, de leur droit divin de décider de leur propre forme de gouvernement, par l'exercice de leur droit de vote.

Il y a cinq ans, le peuple de la Grenade a troqué le fusil pour l'urne, dans un effort hardi tenté pour réaliser son aspiration à la liberté, élément inaliénable de la culture démocratique. Aujourd'hui, la Grenade est en paix avec elle-même et avec la démocratie. La majorité noire d'Afrique du Sud a droit elle aussi à la paix et à la démocratie, et nous avons le devoir de l'aider à obtenir maintenant l'une et l'autre.

Si nous avons le courage de reconnaître à quel point il est urgent d'agir ensemble et avec suffisamment de détermination pour trouver une solution à ces problèmes apparemment insolubles, alors il se pourrait que le monde, de notre vivant, finisse par connaître la paix, la stabilité et la prospérité qui nous fuient depuis si longtemps. Que Dieu continue de nous combler de ses bienfaits et de nous guider dans notre longue marche vers le bonheur et la sécurité!

M. CENAC (Sainte-Lucie) (interprétation de l'anglais) : Laissez-moi exprimer mon bonheur de voir M. l'Ambassadeur Garba, du Nigéria, à la présidence de la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale. C'est un fils distingué du Nigéria et il a une grande expérience. Nous ne doutons pas que son habileté reconnue facilitera nos travaux dans les mois à venir et il peut être assuré de l'entière coopération de ma délégation.

Nous arrivons à la fin d'une décennie politique historique, aussi bien en ce qui concerne les affaires des Etats nations que celles de la communauté internationale en général. Dans aucune autre décennie de ce siècle n'avons-nous été les témoins d'une transformation aussi rapide des philosophies et idéologies socio-économiques et politiques. A aucun autre moment dans l'histoire moderne, autant d'hommes, qui étaient auparavant des ennemis invétérés, n'ont voulu avec autant de zèle progresser à l'aide de la plume plutôt que de l'épée, déterminés à noyer les hostilités du passé dans l'encre. Véritablement, au cours de cette décennie, beaucoup d'entre nous sont arrivés à la conclusion que la plume est plus puissante que l'épée. C'est une époque propice à la réflexion, où il nous faut faire le bilan de la situation et nous fixer de nouveaux buts, plus ambitieux, pour l'avenir.

La décennie des années 80 a vu le jour dans un monde où les dictateurs de gauche et de droite avaient levé à leurs frontières des boucliers de souveraineté en verre étanche, ce qui leur a permis de violer impunément les droits civils et tous les droits de l'homme de leur peuple. Nous pouvions regarder, mais nous ne pouvions pas entrer. Nous avons écouté les cris, mais n'avons pas osé élever la voix : en effet ce qu'un homme faisait chez lui ne regardait que lui.

Mais maintenant que la décennie touche à sa fin, je suis heureux de voir qu'un nouveau sentiment de fraternité est né dans le monde. "Nous, peuple des Nations Unies", les premiers mots de notre Charte, deviennent de plus en plus souvent "Nous, famille des Nations Unies". Et en effet, nous comprenons mieux ce que signifie "notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites".

Au cours de cette décennie, des signes de progrès sont apparus, même en ce qui concerne beaucoup des problèmes politiques qui semblaient traditionnellement insolubles, certains aussi anciens, ou même plus anciens, que notre organisation.

M. Cenac (Sainte-Lucie)

Depuis l'adoption par l'Assemblée générale lors de sa première session, en 1946, de la résolution 65 (I), la question de la Namibie a figuré à l'ordre du jour de chaque session ordinaire et de plusieurs sessions extraordinaires de l'Assemblée générale. Nous avons entamé cette décennie sans plus d'espoir que lors des quatre décennies précédentes. Mais, en cette fin des années 80, le Groupe d'assistance des Nations Unies pour la transition est en place et il semble actuellement certain qu'une Namibie libre et indépendante pourra bientôt, à la suite d'élections justes et libres, prendre la place qui lui revient et qui lui a été si longtemps refusée au sein de la communauté des nations. Malheureusement le nouveau régime sud-africain, tout en envoyant des signaux contradictoires, continue à s'accrocher au système répugnant de l'apartheid.

Toutes les nations des hommes sont faites d'un même sang, et un régime qui le nie et qui cherche à perpétuer un concept ridicule de supériorité raciale, et refuse à l'écrasante majorité de la population d'Afrique du Sud ses droits de l'homme fondamentaux, mérite le mépris. Nous ne pouvons donc que continuer à appliquer les pressions qui permettront de mettre fin à cette insulte à l'humanité.

Au Moyen-Orient également, nous avons vu des politiques d'affrontement ouvertes, qui ont pesé sur cette Organisation pratiquement depuis sa fondation, faire place à des attitudes plus raisonnables et modérées qui en appellent au dialogue plus qu'à l'affrontement. Le Conseil national de Palestine doit être félicité de la décision prise le 15 novembre dernier d'accepter pleinement les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité et par conséquent le droit d'Israël à l'existence au sein de frontières sûres et internationalement reconnues. Le Gouvernement de Sainte-Lucie espère que le Gouvernement d'Israël adoptera donc une attitude plus souple, afin de résoudre les problèmes qui persistent au Moyen-Orient.

Au cours de cette décennie, nous avons vu et applaudi le Secrétaire général Gorbatchev qui a tenté de sortir l'Union soviétique d'une société kafkaïenne et staliniste pour en faire un pays de glasnost et de perestroïka, comme s'il disait "que la lumière soit" et donnait le pas à la collectivisation forcée et la pensée de groupe à l'individualité et à l'ouverture. C'est une chose que seuls les plus optimistes et les plus utopistes d'entre nous auraient pu rêver il y a 10 ans.

M. Cenac (Sainte-Lucie)

Dans les années 80, nous avons vu comment les superpuissances, qui étaient armées jusqu'aux dents depuis des décennies et se regardaient en chien de faïence, se sont réveillées et ont découvert qu'elles avaient signé un accord sur les forces nucléaires intermédiaires et détruisaient même certaines de leurs armes nucléaires. C'était le premier pas qui nous éloignait de la destruction mutuelle assurée, le premier pas d'un voyage de 1 000 kilomètres.

Au cours de cette décennie nous avons vu le Gouvernement autoritaire de la Pologne, qui avait exprimé avec réticence sa solidarité avec les objectifs de Solidarité, faire volte-face et accepter une libéralisation économique et politique pratiquement totale. Il faut l'en louer chaleureusement.

Dans les années 80, nous avons vu comment l'Afghanistan, qui connaît toujours de grandes difficultés, a tenté d'apporter une solution finale à ses problèmes. Nous avons vu également le conflit fratricide entre l'Iran et l'Iraq prendre fin, et en Amérique centrale, grâce à Esquipulas II, les bulletins de vote semblent prêts à remplacer les balles au Nicaragua, et le dialogue remplace lentement l'affrontement brutal au El Salvador.

Dans ma propre sous-région, les Caraïbes orientales, nous essayons de pousser les gains politiques que nous avons obtenus jusqu'au bout de leur logique. Convaincus que la forme la plus élevée de coopération économique est l'intégration politique, certains d'entre nous, Etats membres de l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales, vont rapidement se diriger vers une fédération de nos territoires. Nous compterons sur l'appui de la communauté internationale quand nous nous lancerons dans cette audacieuse entreprise.

M. Cenac (Sainte-Lucie)

Dans certaines régions, nous n'avons toujours pas pu réaliser de progrès politiques significatifs au cours des années 80. En fait, nous avons assisté dans certains endroits à une régression politique, comme au Liban assiégé qui semble s'enfoncer toujours plus profondément dans un borbier de violence politique et religieuse. Sainte-Lucie espère que le cessez-le-feu qui prévaut actuellement, facilité par la Ligue des Etats arabes, inaugurerà une nouvelle période de paix et de réconciliation.

En République populaire de Chine également, des événements récents ont choqué et inquiété la communauté mondiale. La meilleure façon de résumer la position de Sainte-Lucie est de citer la déclaration qu'a faite en juillet dernier le Premier Ministre de Sainte-Lucie, M. John Compton, en disant :

"Le Gouvernement de Sainte-Lucie est profondément bouleversé par le massacre délibérément perpétré par l'armée chinoise, sur la place Tiananmen, de plus de 3 000 citoyens chinois, en majorité des étudiants. Le Gouvernement estime que cet événement, l'un des plus brutaux de l'histoire moderne, impose à toutes les nations de la communauté internationale, grandes ou petites, de protester d'une seule voix contre la façon dont l'expression de la liberté humaine en Chine a été réprimée. A l'heure des droits de l'homme et de la dignité humaine, il est regrettable qu'une nation ait recours à l'emploi des chars et des mitrailleuses de l'armée pour détruire l'esprit humain dans sa recherche pacifique de liberté et d'expression. Mais l'esprit de l'homme ne peut pas être détruit; il resurgit toujours et le refera en Chine jusqu'à ce que le système politique de ce pays laisse la place à une démocratie véritable."

Alors que l'on peut percevoir certains signes de progrès vers un dialogue constructif sur la question de la réunification de la péninsule coréenne, il n'existe aucune avancée publiquement annoncée qui pourrait conduire mon gouvernement à penser que le problème sera résolu dans un avenir proche. Par conséquent, Sainte-Lucie estime qu'aucun progrès significatif ne sera fait tant que l'on continuera d'empêcher d'une façon quelconque l'une ou l'autre des deux Corées, de devenir membres à part entière des Nations Unies. Sainte-Lucie appuie donc sans équivoque la volonté de la République de Corée de devenir membre de la famille des Nations Unies, pleinement persuadée qu'elle contribuera de façon remarquable aux travaux importants de notre organisation.

M. Cenac (Sainte-Lucie)

Sainte-Lucie regrette que la Conférence internationale de Paris sur le Cambodge, qui a eu lieu récemment, n'ait pas permis de parvenir à un règlement politique global. Notre position sur la question cambodgienne est bien connue, car nous l'avons présentée ici à plusieurs reprises. Le peuple du Kampuchea doit pouvoir choisir son propre gouvernement sans ingérence, subversion ou coercition de l'extérieur. Sainte-Lucie continue d'appuyer toutes les résolutions de l'Assemblée générale sur ce sujet.

La situation politique non résolue au Panama constitue pour nous un souci majeur. Nous continuons d'appuyer les initiatives prises par le peuple panaméen lui-même ainsi que celles de l'Organisation des Etats américains, notamment la mission désignée par la vingt et unième réunion consultative des ministres des affaires étrangères.

En Haïti également, après des années d'oppression politique et de troubles économiques, le peuple est en lutte pour créer une démocratie véritable, préalable à des progrès économiques significatifs et équilibrés. Sainte-Lucie l'appuie et invite la communauté internationale tout entière à faire de même. Dans une déclaration que j'ai faite à la presse à Port-au-Prince en juillet dernier, j'ai dit :

"Les avis sont partagés sur le fait de savoir si l'aide internationale et la solution des nombreux problèmes économiques et sociaux en Haïti sont des conditions préalables à l'organisation d'élections ou si elles ne doivent intervenir qu'après les élections. Mes collègues et moi-même ne voyons pas pourquoi les efforts de développement qui sont faits sur le plan national et international et les mesures concrètes qui sont prises afin d'organiser les élections ne seraient pas menés simultanément."

Alors qu'on annonce des élections locales, législatives et présidentielles pour l'année prochaine, ma délégation estime qu'il est légitime d'inciter la communauté internationale à reprendre son programme d'assistance pour Haïti, car l'homme ne peut vivre sans pain.

On se souviendra sans aucun doute des années 80 comme d'une décennie de grands progrès politiques sur le plan national et international. Mais pour être durable, la libéralisation politique doit s'accompagner de progrès et de prudence sur les plans économique, social et scientifique au Sud aussi bien qu'au Nord. Les pays développés ne peuvent pas espérer se contenter des progrès politiques

M. Cenac (Sainte-Lucie)

internationaux que représentent les accords commerciaux bilatéraux nord-américains et l'ouverture du grand marché européen de 1992 sans une réaction solidaire, ou à tout le moins un geste parallèle ou de pari passu, envers le monde en développement.

L'année dernière, l'économie mondiale a connu une croissance d'environ 4,3 %, et le commerce mondial s'est accru de 8,3 %, ce qui a conduit à une augmentation de la production mondiale par habitant de 2,6 %. Cela a dépassé toute attente.

Mais dans ma propre région, l'Amérique latine et les Caraïbes, malgré les concessions relatives à la dette qui ont fait l'objet d'un accord, l'année dernière, avec le Groupe des Sept et le Club de Paris, et en dépit des propositions faites par les Gouvernements du Japon et de la France et par le Secrétaire d'Etat au trésor des Etats-Unis, Nicolas Brady, qui ont toutes constitué des contributions positives, le produit national brut par habitant s'est effondré brusquement en raison d'une augmentation des remboursements de la dette de plus d'un quart des recettes totales d'exportation. Notre part globale du commerce international a également baissé, tandis que la productivité de la main-d'oeuvre a diminué d'environ 2 % chaque année de cette décennie. Dans la seule région de l'Amérique latine et des Caraïbes, on a estimé que 250 000 jeunes enfants sont morts l'année dernière en conséquence directe de la régression dans le processus du développement.

En 1988, dans des conditions extrêmement contraignantes pour les capitaux, le transfert net de ressources des pays en développement a dépassé 30 milliards de dollars. En Amérique latine en particulier, le fardeau écrasant de la dette a déstabilisé certaines économies nationales, touchant à la fois l'approvisionnement et la circulation de l'argent et produisant d'importants conflits sociaux qui menacent l'ordre politique.*

* Le Président assume la présidence.

M. Cenac (Sainte-Lucie)

Les prix des produits de base, qui sont essentiels à la plupart des pays en développement, ont baissé en termes réels au cours de cette décennie jusqu'à 50 % en fonction de leur pouvoir d'achat par rapport aux biens manufacturés.

La majorité des pays les moins développés continuent de stagner avec des taux de croissance négatifs ou trop faibles pour suivre la croissance démographique. Des 41 pays les moins développés, 12 seulement ont enregistré, ces dernières années, une croissance par habitant positive, certains connaissant même une croissance du produit national brut négative. En Afrique subsaharienne, le revenu réel par habitant a baissé presque chaque année de la décennie et il est à l'heure actuelle de 14 % inférieur à ce qu'il était il y a 10 ans.

L'utilisation continue dans le monde développé de barrières commerciales non tarifaires dans un environnement macro-économique aussi instable menace encore plus les perspectives de croissance basées sur le commerce dans les pays en développement.

Parmi un grand nombre d'indices de croissance et de prospérité croissantes dans le monde, nous sommes rappelés à la réalité par le fait que le revenu moyen par habitant dans les pays industrialisés est d'environ 50 fois supérieur à celui des pays les moins développés. Pendant cette décennie, plus de la moitié des pays les moins développés ont appliqué des programmes d'ajustement structurel avec l'aide du Fonds monétaire international, mais ces programmes n'avaient pas toujours figure humaine.

Dans un tel environnement économique, les principes fondamentaux du nouvel ordre économique international, la Charte des droits et des devoirs économiques des Etats, et le dialogue Nord-Sud doivent demeurer des questions valables, importantes et urgentes.

Le vent souffle là où bon lui semble mais aux Caraïbes, nous sommes trop souvent les victimes de son indomptable rage. L'impact destructeur du cyclone Hugo qui a entraîné le désastre dans son sillage alors qu'il balayait les Caraïbes le mois dernier, souligne l'extrême vulnérabilité physique des pays en développement insulaires. Toujours gênés par les conséquences de notre petite taille, de notre isolement, du manque de ressources naturelles et d'une grande dépendance sur les importations, chaque année, nous devons nous livrer au rite terrifiant de scruter l'horizon pour déceler les ouragans et les cyclones qui menacent de faire s'évanouir nos faibles avantages économiques si durement gagnés.

M. Cenac (Sainte-Lucie)

Ces problèmes sont particulièrement graves pour les petits pays en développement insulaires qui, en raison de contraintes géographiques et démographiques importantes, ont des problèmes de développement qui sont particuliers et donc différents de ceux des pays en développement en général. C'est pourquoi les critères traditionnels, comme le PNB par habitant, qui sont utilisés pour déterminer le volume des besoins en assistance et les possibilités de recevoir un financement à des conditions favorables, ne devraient pas être appliqués aux petits pays en développement insulaires sans un complément considérable de critères.

Sainte-Lucie se félicite donc de la tenue l'année prochaine, de la première conférence des Nations Unies sur les problèmes spéciaux et les besoins particuliers des pays en développement insulaires, dans l'espoir que la communauté internationale comprendra mieux ainsi la situation sui generis des petits pays en développement insulaires.

On ne peut pas dire que les pays en développement se trouvent aux prises avec ces difficultés parce qu'ils n'ont pas fait d'efforts personnels. En fait, pour tenter d'assurer une croissance et un développement durables, nous nous sommes tournés non seulement vers le Nord, mais nous avons également essayé de recourir à une autosuffisance collective.

En mai dernier, à Caracas, Venezuela, les pays en développement ont célébré le vingt-cinquième anniversaire du Groupe des 77 et se sont félicités du huitième anniversaire de l'adoption du Programme d'action de Caracas sur la coopération économique entre pays en développement. Un mois plus tôt, le système global de préférences commerciales, propre régime commercial des pays les plus favorisés du monde en développement, était entré en vigueur. Le mois dernier, nous avons célébré le dixième anniversaire du Programme d'action de Buenos Aires pour la mise en oeuvre de la promotion et de la coopération technique entre pays en développement et adopté des mesures visant à renforcer la coopération technique parmi les pays en développement. Et nous attendons avec impatience la perspective de la session extraordinaire de l'Assemblée générale qui doit avoir lieu l'année prochaine sur la coopération économique internationale, en particulier sur la réactivation de la croissance et du développement des pays en développement au cours de laquelle, il faut l'espérer, seront adoptées des mesures plus concrètes à

M. Cenac (Sainte-Lucie).

la fois par rapport au Nord et entre nous. Nous préparons également la stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement, qui, nous l'espérons, comprendra des engagements et des propositions d'action politique spécifiques visant à résoudre les graves problèmes des pays en développement.

Dans notre hâte de nous développer, nous ne devons pas ignorer les conséquences écologiques potentielles d'un développement non réglementé et irresponsable.

Récemment, nous avons commencé à prendre conscience des graves problèmes de l'environnement écologique avec des conséquences destructrices qui semblent presque délibérées. Partant de la destruction insensée des forêts jusqu'au déversement des déchets toxiques dans les océans, en passant par l'émission de fluocarbures dans l'atmosphère, nous détruisons la terre, les mers et les airs à une rapidité incroyable en augmentant considérablement les dangers cancérogènes que nous courons nous-mêmes.

Dans les Caraïbes anglophones, malgré les dispositions de la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires, nous sommes de plus en plus préoccupés par une série de viles tentatives venant de certaines exploitations maritimes étrangères, de déverser des substances toxiques dans la mer des Caraïbes à une distance dangereusement faible de notre littoral.

Sainte-Lucie, en conséquence, appuie tous les efforts internationaux visant à résoudre ces problèmes de pollution rampante, y compris la Convention de Vienne sur la protection de la couche d'ozone et la Convention récemment signée à Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontière de déchets dangereux et de leur élimination, qui a été adoptée en mars dernier.

En coopération avec nos voisins les plus proches, Sainte-Lucie a l'intention de rechercher, d'arrêter et de poursuivre en justice dans le cadre à la fois de notre droit national et du droit international, toute personne prise en flagrant délit de déverser illégalement dans nos mers des produits toxiques et autres produits dangereux.

Notre adoption en décembre dernier de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants était opportune et, nous l'espérons, prophétique. Depuis la peste de 1340, jamais l'humanité ne s'est trouvée face à un

M. Cenac (Sainte-Lucie)

problème social comportant des conséquences aussi graves pour la jeunesse de la société du monde. Les trafiquants de stupéfiants illicites piétinent des cadavres et des vies détruites tout en amassant des fortunes énormes et superflues, illustrant bien cette maxime d'Erasme "aucun homme ne peut amasser une grande abondance de biens et les conserver sans pécher". Cette situation ne peut et ne doit pas durer.

M. Cenac (Sainte-Lucie)

Sans être un Etat producteur, Sainte-Lucie est maintenant consciente de la tendance des trafiquants de drogues internationaux à utiliser les Caraïbes comme point de transit vers les marchés plus importants du nord. A cet égard, Sainte-Lucie appuie fermement le nouveau point de l'ordre du jour proposé par Trinité-et-Tobago sur l'établissement d'une cour internationale de justice qui, entre autres, aurait juridiction sur les mouvements transfrontière des drogues illégales, ainsi que l'idée d'une force de frappe internationale, telle que proposée par la Jamaïque.

Le Gouvernement de Sainte-Lucie, dans le cadre de la loi, a l'intention d'agir promptement et sévèrement à l'égard de toute personne prise à distribuer ou à transporter des drogues illégales dans sa juridiction, et d'appliquer toutes les dispositions de la Convention, y compris l'extradition, l'octroi d'une assistance juridique mutuelle et, si nécessaire, le transfert des procédures.

Voilà quelles sont nos vues sur les événements de la décennie qui s'achève ainsi que sur la dernière décennie du siècle. Sainte-Lucie s'engage envers la réalisation de hauts objectifs économiques et sociaux dans les années 90, pour que nous puissions entamer le XXI^e siècle avec confiance : fiers de ce que nous avons accompli et pressés de faire ce que nous pouvons, si modeste que ce soit, dans les années à venir pour le bien commun.

M. SANI BAKO (Niger) : Monsieur le Président, il m'est particulièrement agréable de vous adresser les plus chaleureuses félicitations de la délégation du Niger pour votre brillante élection à la présidence de la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

En vous investissant, à l'unanimité, de la lourde mission de conduire ses travaux, l'Assemblée a voulu témoigner du rôle actif que joue, sur la scène internationale, votre grand pays, la République fédérale du Nigéria, que des liens anciens, féconds, solides et multiformes unissent à la République du Niger, dans la promotion et la défense des idéaux de paix, de concorde et de sécurité internationales et pour que plus d'équité et de justice prévalent dans les relations économiques internationales. Votre élection constitue aussi une consécration des éminentes qualités qui sont les vôtres : diplomate émérite, vous êtes, en la matière, un homme du terrain, dont l'expérience, le talent et la force de conviction forcent l'admiration et augurent de l'issue fructueuse de nos

M. Sani Bako (Niger)

travaux. C'est enfin un hommage rendu à l'Afrique tout entière. Dans l'accomplissement de votre tâche, je veux vous assurer de la disponibilité et de la collaboration pleines et entières de la délégation du Niger.

A votre prédécesseur, M. Dante Caputo, nous aimerions exprimer toute notre appréciation et notre reconnaissance pour la sagesse, la compétence et l'efficacité avec lesquelles il a présidé les travaux de notre précédente session.

Au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Javier Pérez de Cuéllar, je voudrais renouveler le soutien sans réserve et les encouragements du général Ali Saïbou, Président du Conseil supérieur d'orientation nationale, Chef de l'Etat du Niger, pour les efforts inlassables qu'il investit en faveur de la paix. Nous saluons l'oeuvre dynamique qu'il accomplit à la tête de cette organisation, qu'il a aujourd'hui réhabilitée et dont il a restauré l'autorité, le prestige et la crédibilité.

Je salue enfin M. Ronald Spiers, le nouveau Secrétaire général adjoint chargé des affaires politiques et de l'Assemblée générale, qui succède à l'Ambassadeur Reed. Nous lui souhaitons plein succès dans l'accomplissement de sa nouvelle mission.

Les sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies sont, pour la communauté internationale, autant d'occasions d'accomplir des progrès supplémentaires dans la recherche de la paix, de la justice et de l'harmonie entre les peuples, conformément aux idéaux et aux principes de la Charte.

C'est dans cet esprit que la délégation du Niger entend, une fois encore, apporter sa contribution à la grande réflexion sur les problèmes qui préoccupent notre commune humanité.

Des changements rapides et profonds se produisent sur la scène internationale. Nous assistons aujourd'hui à des transformations politiques, économiques, sociales, culturelles et mêmes idéologiques, qui façonnent déjà et préfigurent les rapports internationaux et les nouveaux enjeux et défis du siècle prochain. Ces mutations auront, à n'en pas douter, une influence déterminante sur le devenir des nations et des peuples.

La nouvelle dynamique qui caractérise les relations entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, avec notamment la signature et l'entrée en vigueur du Traité sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, constitue un élément d'espoir. Cet accord

M. Sani Bako (Niger)

et l'atmosphère de dégel des relations entre les deux superpuissances ont engendré un climat général de coopération et de détente, et contribué à l'amorce du règlement de plusieurs conflits régionaux et locaux.

Les traités et accords conclus entre l'Union soviétique et les Etats-Unis constituent certes des acquis fondamentaux; ils témoignent de la volonté politique de ces deux pays de freiner le danger que représente pour l'humanité la course aux armements.

Cependant, force est de constater que le danger persiste, parce que les moyens de livrer une guerre, nécessairement fatale, sont encore considérables et très sophistiqués. C'est pourquoi les deux superpuissances devraient intensifier et poursuivre plus avant, avec plus de détermination et de volonté d'aboutir, leurs négociations sur la réduction de leurs arsenaux d'armes, tant nucléaires que classiques.

Nous nous félicitons à cet égard des propositions constructives formulées il y a quelques jours du haut de cette tribune, successivement par le Président des Etats-Unis d'Amérique et par le Ministre soviétique des affaires étrangères, tant dans le domaine du désarmement chimique que dans le domaine des armes conventionnelles.

Ces propositions, si elles étaient mutuellement acceptées, nous paraissent de nature à favoriser des progrès substantiels dans l'objectif d'un désarmement général et complet.

La survie de l'humanité relève de notre commune responsabilité et implique qu'il faille éviter une catastrophe nucléaire toujours possible en inversant de manière significative la tendance qui s'observe. Il est assurément frustrant d'observer l'état du monde et de constater que coexistent aujourd'hui, dans un paradoxe saisissant, pour ne pas dire révoltant, d'une part, l'accroissement exponentiel des budgets et des arsenaux militaires, et de l'autre la pauvreté et la misère chroniques du plus grand nombre.

C'est dire tout le sens qu'il faut donner au Programme d'action adopté par la Conférence internationale sur la relation entre désarmement et développement, qui prévoit la création de mécanismes institutionnels et financiers devant faciliter le transfert des ressources épargnées par les mesures de désarmement vers des activités de développement économique et social.

M. Sani Bako (Niger)

Cette session de l'Assemblée générale se tient à un moment où des progrès significatifs et encourageants sont observés dans bon nombre de conflits régionaux, certains maîtrisés et pratiquement réglés, grâce aux mérites du dialogue et de la négociation, d'autres sur la bonne voie, avec de sérieuses chances de succès.

Cependant, la persistance de foyers de tension tenaces ou de situations caractérisées par l'injustice, l'apparition ou l'intensification de certains différends, menacent encore dangereusement la paix et la sécurité internationales.

M. Sani Bako (Niger)

Il nous faut pourtant oeuvrer sans relâche et persévérer dans la recherche et la conciliation de la paix; il nous faut mettre à profit cette période de dégel et de décrispation des relations internationales pour faire avancer, de manière significative, les aspirations légitimes de nos peuples à un monde de paix, de justice et de dignité humaine.

En Afrique, la situation en Namibie et en Afrique du Sud continue d'être focalisée sur l'aboutissement tant attendu de la lutte héroïque du peuple namibien pour son indépendance et sur la persistance du système abject de l'apartheid.

Les efforts inlassables déployés par la communauté internationale sont enfin sur le point d'être récompensés puisqu'aujourd'hui, le plan d'indépendance de la Namibie est en cours, depuis le 1er avril 1989.

Cependant, il reste plus que jamais indispensable de faire preuve de détermination, de vigilance et de solidarité pour éviter que le régime raciste de Pretoria n'anéantisse nos efforts.

C'est ici le lieu de dénoncer, hélas et encore, les actes d'intimidation et de harcèlement dont sont victimes les militants de la SWAPO, les exactions perpétrées par les forces de la sinistre Koevoet, les manipulations des listes électorales, les assassinats de patriotes namubiens et de dirigeants de la SWAPO, comme ce fut le cas le 12 septembre dernier pour Anton Lubowski, autant d'actes qui attestent du désarroi du régime raciste et qui nous rappellent que les dangers de dérapage du processus sont encore réels et nombreux et qu'ils requièrent une vigilance de tous les instants.

Il est donc du devoir de notre organisation, des membres permanents du Conseil de sécurité et de la communauté internationale tout entière de veiller à ce que l'esprit comme la lettre des résolutions 435 (1978) et 632 (1989) soient scrupuleusement respectés par toutes les parties et que le peuple namibien ait la possibilité et les moyens d'élire, le mois prochain, librement, dans la sérénité, sans manoeuvres, intimidation ou contraintes quelles qu'elles soient, le gouvernement de son choix.

En Afrique du Sud même, l'apartheid perdure. La nouvelle direction politique du pays cherche à gagner du temps par divers subterfuges. Les récentes déclarations de réformes purement superficielles de la Constitution, les pseudo-élections du 6 septembre dernier ne doivent nullement nous leurrer. Elles laissent entier le véritable problème qu'est la perpétuation du système de

M. Sani Bako (Niger)

l'apartheid, lequel nie à la majorité noire le droit de participer pleinement à la gestion politique et démocratique de son pays.

L'apartheid, Monsieur le Président, vous le savez fort bien, vous qui présidez le Comité anti-apartheid des Nations Unies, ne peut et ne saurait être simplement réformé; il constitue une honte pour notre humanité, un anachronisme de la civilisation universelle; il doit être purement et simplement démantelé.

Cependant, nous constatons que les amis du régime d'Afrique du Sud hésitent encore à la prise de mesures hardies de coercition. Ceux-ci devraient pourtant comprendre et mesurer tout le danger que comporte pour eux-mêmes la poursuite obstinée de leur soutien, même passif, à un système fondé sur l'inégalité, l'exploitation et la négation des droits de l'homme.

C'est pourquoi le Niger lance de nouveau un appel à la communauté internationale pour qu'elle maintienne et accroisse sa pression sur le régime sud-africain, pour que les sanctions globales et obligatoires, édictées par les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, soient effectivement imposées à l'Afrique du Sud. Ces sanctions seules lui feront entendre raison et l'amèneront à mettre un terme à sa politique de répression interne et de déstabilisation des Etats voisins, à lever les mesures d'interdiction qui frappent le Mouvement anti-apartheid et à libérer, immédiatement et inconditionnellement, tous les prisonniers politiques, dont Nelson Mandela.

C'est aujourd'hui plus que jamais d'un véritable pacte social et d'un devoir de solidarité effective de la communauté internationale à l'endroit du peuple sud-africain qu'il s'agit et, au-delà, à l'endroit de tous les peuples d'Afrique australe.

C'est pourquoi le Niger appelle encore une fois l'ensemble de la communauté internationale à soutenir pleinement les conclusions issues de la réunion du Comité ad hoc de l'OUA, qui s'est tenue à Harare le 21 août dernier et qui a adopté une déclaration sur le processus de paix en Afrique australe; à soutenir fermement les Accords de Gbadolite du 22 juin 1989 et tous les efforts déployés en vue de ramener la paix en Angola; à encourager résolument les initiatives similaires amorcées pour la réconciliation nationale et le retour de la paix au Mozambique.

Un conflit local qui vient d'éclater sur notre continent nous préoccupe au plus haut point et nous attriste parce qu'il implique deux pays frères qui nous sont chers, deux pays que tout devrait rapprocher et unir, deux pays membres de

M. Sani Bako (Niger)

l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMSV), du Comité (permanent) inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) et de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), de l'Organisation de la Conférence islamique et du Mouvement des pays non alignés.

En sa qualité de membre de la Commission ministérielle de médiation mise sur pied par l'Organisation de l'unité africaine, le Niger s'active, avec les autres pays membres, au règlement rapide et définitif de cette malheureuse affaire. Aussi saisissons-nous la présente occasion pour renouveler notre appel au Sénégal et à la Mauritanie pour qu'ils s'abstiennent de toute action qui serait de nature à accroître la tension et pour qu'ils coopèrent pleinement avec la Commission africaine de médiation dans ses efforts tendant à ramener au plus tôt entre les deux peuples l'entente, la concorde, la fraternité et la solidarité auxquelles les destinent, j'allais dire les condamnent, dans un même destin, la géographie, l'histoire et la foi islamique.

Entre le Tchad et la Libye, deux autres pays frères et voisins du Niger, nous sommes heureux de constater que le dialogue instauré se maintient et se consolide au fil des ans, favorisant ainsi le règlement global et définitif du contentieux qui les a si longtemps opposés et qui a coûté si cher à leurs peuples. Le Niger a salué, le 31 août dernier, l'Accord d'Alger qui consolide le cessez-le-feu et ouvre, entre ces deux Etats, une nouvelle ère de paix, de confiance mutuelle, et de coopération fraternelle. Nous les en félicitons et les encourageons à entretenir la dynamique ainsi amorcée, dans l'intérêt de leurs peuples et de la sous-région tout entière.

Au Sahara occidental, le processus déclenché par le Secrétaire général des Nations Unies dans son plan de paix et conduit conjointement avec le Président en exercice de l'OUA est en cours et nous le soutenons. Nous exhortons les parties engagées dans ce conflit douloureux à poursuivre et intensifier leurs efforts, en vue de créer les conditions propices à l'organisation, sous les auspices des Nations Unies, du référendum d'autodétermination.

Au Moyen-Orient, le peuple palestinien poursuit héroïquement sa résistance à l'occupation illégale et à la répression. De fait, les conditions, le cadre et les moyens d'une paix juste et durable au Moyen-Orient sont bien connus. Il s'agit du

M. Sani Bako (Niger)

retrait total et inconditionnel d'Israël de tous les territoires arabes occupés, y compris Jérusalem, de la stricte application, à cet égard, des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité, de la convocation, sous les auspices des Nations Unies, d'une conférence internationale de paix au Moyen-Orient, avec la participation des membres permanents du Conseil de sécurité et, sur un même pied d'égalité, de toutes les parties concernées, y compris l'Organisation de libération de la Palestine. En dehors de ces conditions et de leur application intégrale, il n'y a pas d'alternative possible ni de solution équitable et durable au conflit arabo-israélien.

Le Niger, à l'instar de la communauté internationale tout entière, a salué l'initiative de paix, annoncée le 13 décembre 1988 à Genève, ainsi que les nombreuses ouvertures de paix faites par l'OLP. Aussi regrettons-nous l'absence de réponse positive du Gouvernement israélien à l'attitude constructive de la partie palestinienne. Nous espérons néanmoins que les uns et les autres feront preuve de réalisme et de responsabilité en acceptant les propositions en 10 points présentées par le Président égyptien Hosni Moubarak, propositions qui paraissent, à nos yeux, propres à susciter les conditions d'un dénouement constructif et heureux.

Pour l'heure, nous lançons instamment un appel au respect strict des dispositions de la quatrième Convention de Genève du 12 août 1949 sur la protection des civils en temps de guerre, afin de soustraire les populations civiles en territoire palestinien occupé à la répression des forces israéliennes qui s'évertuent en vain à étouffer l'Intifada.

Le drame que vit depuis 15 ans le peuple du Liban ne cesse de nous préoccuper. Voici un Etat Membre de cette organisation en véritable déliquescence. Pouvons-nous, j'allais dire devons-nous, rester plus longtemps impuissants et inactifs devant cette situation inadmissible?

M. Sani Bako (Niger)

La communauté internationale doit tout mettre en oeuvre pour préserver l'identité, l'unité, l'intégrité territoriale et l'indépendance du Liban et pour réaliser la réconciliation entre tous ses fils. Le Niger s'y emploie. Nous soutenons de tout coeur les efforts déployés par la Ligue des Etats arabes et le Comité tripartite qu'elle a institué pour rechercher une solution à cette tragédie.

Nous nous réjouissons de constater que le conflit entre l'Iran et l'Irak a connu depuis plus d'un an un réel apaisement. Mon pays réitère son soutien aux efforts perspicaces déployés par le Secrétaire général et exhorte les deux parties à coopérer pleinement avec lui pour non seulement consolider le cessez-le-feu, mais aussi avancer sur la voie du règlement global, juste et durable du conflit, sur la base de la résolution 598 (1987) du Conseil de sécurité.

En Afghanistan, le Niger se félicite de la conclusion de l'Accord de Genève, qui a permis le retrait des troupes étrangères de ce pays. Nous réaffirmons notre soutien au Secrétaire général des Nations Unies dans ses efforts pour faciliter un règlement politique global, conformément aux dispositions de l'accord susmentionné et de la résolution 43/20 de l'Assemblée générale. Le retour à une paix véritable en Afghanistan suppose le respect strict du droit du peuple afghan de décider en toute indépendance de son propre sort, la sauvegarde et le respect de sa souveraineté, de son intégrité territoriale et de son statut d'Etat non aligné.

Nous demeurons tout aussi attentifs à l'évolution de la situation au Kampuchea, avec notamment la décision de retrait des troupes étrangères de ce pays. La Conférence internationale, tenue à Paris du 30 juillet au 30 août 1989, constituait à nos yeux une occasion opportune, pour toutes les parties impliquées et directement concernées, de trouver ensemble, dans le dialogue et la sérénité, une solution globale, honorable et définitive au drame du Cambodge.

Même si les résultats de cette conférence n'ont pas été à la mesure des espoirs qui y avaient été placés, elle constitue assurément un pas important sur la voie du règlement pacifique. Le peuple cambodgien doit pouvoir déterminer librement son propre destin, sans ingérences étrangères; le dialogue entre tous les fils du Cambodge doit se poursuivre et s'intensifier. Le Niger salue et encourage, à cet égard, les efforts méritoires des coprésidences française et indonésienne.

Les aspirations de la nation coréenne à la réunification pacifique restent encore à réaliser. Nous encourageons ardemment les deux parties à poursuivre les

M. Sani Bako (Niger)

contacts et le dialogue qu'elles ont amorcés en vue de la réunification de la patrie coréenne, sans ingérence étrangère.

A Chypre, nous nous félicitons des efforts déployés par le Secrétaire général à travers son représentant spécial. L'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'île de Chypre doivent être garanties, son unité nationale et son non-alignement doivent être respectés.

En Amérique centrale, nous suivons et saluons les efforts louables déployés par les Présidents du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua pour enrayer l'engrenage de la tension et de la violence et créer les prémices d'une véritable dynamique de paix et de coopération. Des Accords de Contadora à ceux de Tesoro Beach et Tela, en passant par les Accords d'Esquipulas, nous mesurons toute la détermination avec laquelle les chefs d'Etat de la région recherchent les moyens d'une paix véritable. Toutes leurs initiatives et les efforts qu'elles traduisent méritent le plein appui de notre assemblée.

Ils le méritent d'autant plus qu'un mal terrible, dont souffre notre humanité et qui en menace dangereusement le tissu social, vient, au cours des derniers mois et de manière brutale, de focaliser l'attention de l'opinion internationale sur cette région du monde. En effet, la lutte contre le trafic de drogue vient de prendre, en Amérique latine, la forme d'une guerre totale dont l'issue dépendra de la capacité de la communauté internationale à faire preuve de rigueur, de détermination et de solidarité. Ce défi engage indubitablement le sort et le devenir de l'humanité tout entière.

Le Niger, par ma voix, apporte son soutien à la Colombie et à tous les pays engagés dans ce combat aux dimensions planétaires et exhorte la communauté internationale à mettre en oeuvre une stratégie conséquente pour mener à bien cette lutte qui nous interpelle tous.

Un autre problème, j'allais dire un autre fléau, tout aussi préoccupant, dont les victimes innocentes ne font que s'accumuler à travers le monde, est celui du terrorisme international.

L'année dernière, le vol PAN-AM 103, assurant la liaison Londres-New York, s'écrasait en Ecosse, faisant plusieurs centaines de victimes, dont le Haut Commissaire des Nations Unies pour la Namibie. Au nom du Niger, nous saluons de nouveau sa mémoire. Il y a quelques mois était assassiné de sang-froid le colonel Higgins, un serviteur de la paix. Hier explosait en plein vol, au-dessus du

M. Sani Bako (Niger)

territoire de mon pays, un avion de la compagnie UTA, reliant Brazzaville à Paris, qui a fait 171 victimes. Ce ne sont là que quelques exemples, mais il y en a, hélas, de nombreux autres.

Au nom du Président Ali Saïbou et du peuple nigérien, je renouvelle ici, à tous les Etats dont des ressortissants ont péri dans la tragédie du vol UTA, la profonde sympathie du Niger et l'expression de nos condoléances sincèrement attristées.

Le terrorisme est le mal de notre siècle finissant, qui frappe aveuglement et sans discernement. C'est donc une véritable croisade unitaire qui doit être menée, une "union sacrée" même qui doit être réalisée contre le terrorisme qui, aujourd'hui, transcende les frontières nationales autant que les clivages politico-idéologiques. Le Niger et son gouvernement sont résolus à apporter toute leur contribution, aussi modeste soit-elle, dans cette lutte qui nous engage tous, solidairement et collectivement.

Le climat actuel de détente qui, depuis un an au moins, prévaut dans les relations internationales devrait inciter le monde à réfléchir plus avant sur les voies et moyens véritables de restaurer la paix partout où elle est rompue, de la préserver partout où elle est menacée, de la consolider partout où elle est amorcée. L'accalmie observée sur le plan politique contraste évidemment avec la situation économique mondiale, caractérisée, hélas encore, par un profond déséquilibre structurel.

En effet, le développement inégal entre le Nord et le Sud constitue la principale contradiction du monde contemporain. Il est pourtant évident que la paix et la sécurité ont un lien direct avec le développement.

Aussi, le climat de détente qui prévaut actuellement dans le monde sera vain et sans lendemain si les pays en développement continuent de faire face à des difficultés sans cesse aggravées par le déséquilibre, l'inégalité et l'injustice flagrante qui caractérisent leurs rapports économiques avec les pays industrialisés.

Le fossé entre pays développés et pays en développement s'élargit chaque jour. Alors qu'au Nord on parle de croissance et d'expansion, au Sud on est encore à l'autosuffisance alimentaire et à l'ajustement structurel. Hommes, femmes et enfants d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes vivent le drame de la faim, de la pauvreté, de l'analphabétisme, des calamités naturelles comme la sécheresse, la désertification, le péril acridien, les cyclones, et j'en passe.

M. Sani Bako (Niger)

Sociétés de survie, sociétés accablées, telle est donc la dure réalité des pays en développement, au sein desquels l'Afrique a le triste privilège de compter le plus grand nombre.

Les causes de cette tendance résident essentiellement dans l'effondrement des prix des produits de base, la détérioration des termes de l'échange et le fardeau accablant de la dette extérieure.

Ces phénomènes, qui ont abouti à un transfert net des ressources des pays en développement vers les pays développés et les institutions multilatérales, enlèvent toute chance de développement aux Etats du Sud, rendus ainsi incapables de créer des investissements nécessaires à une croissance réelle et durable.

Face à cette situation, nos gouvernements ont entrepris de profondes réformes économiques. Ces réformes, dont on sait le coût social et politique, n'ont pas bénéficié, comme souhaité et promis, d'un appui effectif et conséquent de la communauté internationale. A moins de deux années de son terme théorique, le quinquennat du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique (PANUDERA) attend son début d'exécution.

Comme l'a souligné le Secrétaire général dans son rapport annuel sur l'activité de l'Organisation, si rien n'est fait, les structures économiques et sociales de bon nombre de pays en développement risquent de s'effondrer inexorablement.

En tout état de cause, il est d'une nécessité urgente d'accorder une attention particulière aux pays les plus vulnérables que sont les pays les moins avancés, les pays agressés par la sécheresse et la désertification, les pays victimes de fléaux naturels et ceux souffrant de l'enclavement, pour lesquels la relance du développement économique et social nécessite d'abord la recherche de solutions nouvelles et durables au problème de l'endettement par la poursuite de la réflexion et de la concertation entre pays créanciers et pays débiteurs au niveau bilatéral et de toutes les instances appropriées.

M. Sani Bako (Niger)

A cet égard, le Niger salue les plans et initiatives jusqu'ici énoncés et appuie l'idée d'une conférence internationale sur la dette extérieure de l'Afrique préconisée par l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Il nous plaît, à cet égard, de saluer la décision du Canada d'abord, en 1987, de la France ensuite, cette année, suivie en cela par la Belgique et l'Italie d'annuler l'ensemble de la dette relative à l'aide au développement. Le souhait du Niger, et c'est là encore notre option d'une conférence internationale sur la dette africaine, est que ces actes unilatéraux soient suivis de mesures collectives, fruits d'une concertation générale et formelle entre pays débiteurs et leurs partenaires créanciers bilatéraux et multilatéraux.

Ensuite la recherche méthodique d'un nouvel ordre économique international plus juste et plus équitable, où la sécurité économique et sociale sera garantie à tous les peuples. Ce nouvel ordre économique international ne pourra être recherché et réalisé que dans le cadre du dialogue Nord-Sud, dont la reprise est indispensable.

C'est dans cette même perspective que nous saluons et apportons notre ferme soutien à la proposition faite en juillet 1989 par les Présidents de l'Egypte, du Sénégal, du Venezuela et par le Premier Ministre de l'Inde, pour l'organisation de sommets de consultations régulières entre le Nord et le Sud sur les problèmes d'intérêt commun aux deux hémisphères.

Dans ce contexte, la session extraordinaire que l'Assemblée générale des Nations Unies se propose de consacrer à la coopération internationale, et notamment à la relance de la croissance économique et du développement, en avril 1990, constitue à nos yeux une occasion propice et un cadre privilégié pour la dynamisation du dialogue Nord-Sud. Il en est de même de la deuxième conférence des Nations Unies pour les pays les moins avancés (PMA), prévue à Paris en 1990.

Nous nourrissons l'espoir que ces conférences et initiatives contribueront à relancer effectivement le dialogue Nord-Sud en offrant la possibilité de réaliser un accord sur la nature des problèmes auxquels les pays en développement sont confrontés et l'approche à adopter en vue de leur règlement. Le Niger entend y prendre une part active et apporter sa contribution par des propositions concrètes, susceptibles de favoriser l'émergence d'une nouvelle ère de coopération salubre entre le Nord et le Sud.

M. Sani Bako (Niger)

Par ailleurs, nous portons un grand intérêt aux négociations en cours de la nouvelle Convention de Lomé, qui doit, dans notre esprit, servir d'exemple et de modèle, tant en matière d'efforts pour la stabilisation des recettes d'exportation des pays en développement, d'aide à la diversification de leurs exportations, d'ouverture des marchés à leurs produits, qu'en matière d'aide au développement.

Je voudrais terminer ce chapitre par une préoccupation largement partagée par l'ensemble des pays ici représentés. Il s'agit du problème des enfants. La situation économique difficile des pays en développement explique que la situation des enfants dans ces pays, et notamment en Afrique, est des plus préoccupantes malgré toute l'importance et la priorité que nos gouvernements accordent à la sauvegarde et au bien-être des enfants parce qu'ils représentent l'avenir.

Certes, les résultats des efforts déployés par les membres de la communauté internationale, avec le concours de l'UNICEF et d'autres organisations internationales, pour assurer la survie, la protection et l'épanouissement des enfants, sont encourageants et combien méritoires.

Cependant, il est encore d'une nécessité absolue de poursuivre et d'intensifier ces efforts dans la concertation. Voilà pourquoi le Niger apporte son ferme soutien non seulement à l'idée de réunir urgemment un sommet mondial consacré à l'enfant, mais aussi à la conclusion et à l'adoption en toute priorité par notre présente session du projet de convention sur les droits de l'enfant.

La crise de l'environnement qui se manifeste à l'échelle mondiale et qui, à terme, menace dangereusement la vie sur notre planète, est une question à laquelle la communauté internationale devra consacrer une attention urgente.

Aujourd'hui la dégradation de la couche d'ozone, le réchauffement de l'atmosphère, les modifications climatiques sont des faits comme le sont la déforestation, la désertification, l'érosion de terres arables, la pollution des eaux et de l'atmosphère, l'appauvrissement de la faune et de la flore, le transfert dans les pays en développement des déchets dangereux. Les moyens d'échapper à la catastrophe écologique existent. Il faut utiliser les technologies disponibles, les améliorer, les partager.

Il est impératif, à cette fin, que les Etats Membres conçoivent des plans d'action coordonnés en vue de remédier à la crise de l'environnement. C'est là une responsabilité conjointe et solidaire, encore, il faut le dire, qu'il incombe aux pays industrialisés d'empêcher ou de limiter les dégâts causés à l'environnement mondial et d'aider les pays à accéder à un développement sain.

M. Sani Bako (Niger)

La conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, prévue en 1992, offrira une excellente occasion de concevoir une action concertée à l'échelle mondiale et de définir de nouveaux principes de droit international en matière de protection et de conservation de l'environnement, en particulier des mesures internationales efficaces pour interdire le transfert de déchets dangereux sur les territoires d'autres pays.

Je vais à présent conclure. Comme vous le savez, et comme pour nombre de pays africains, la situation économique et sociale demeure la préoccupation cardinale et constante du Gouvernement du Niger. Il m'est pourtant agréable de vous informer que le Président Ali Saïbou a entrepris une action tendant à une évolution du pays au plan politique, avec pour objectif à terme le retour à une vie constitutionnelle.

En effet, après l'adoption par référendum de la Charte nationale en juillet 1987, le processus de mise en place d'un système politique qui constituera le fondement de la deuxième République du Niger est rentré dans sa phase décisive et finale avec l'institution, en mai 1989, du "Mouvement national pour la société de développement" (MNSD) et l'adoption par référendum, le 24 septembre dernier, d'une nouvelle constitution.

Comme l'a dit son président, le général Ali Saïbou, le Mouvement national pour la société de développement sera le cadre privilégié d'expression politique à l'intérieur duquel les Nigériennes et les Nigériens militeront, en vue de l'affirmation et de la défense de leurs droits politiques, économiques et sociaux. Son objectif est la réalisation d'une démocratie participative, garantissant la libre expression des opinions et des sensibilités idéologiques en vue de l'émergence d'une conscience politique constructive et de la consolidation d'un régime de stabilité et d'intégration de toutes les composantes de la nation nigérienne.

La Constitution, quant à elle, réaffirme le caractère laïc et la forme républicaine de l'Etat, fait du Niger un Etat de droit, respectueux des libertés fondamentales des individus. Elle assure l'égalité de tous devant la loi et pose le principe de la souveraineté du peuple.

Dans cette même constitution, le peuple nigérien réaffirme sa volonté de coopérer dans l'amitié avec tous les peuples épris de paix, de justice et de liberté. Il réitère sa totale et constante disponibilité à rechercher, avec toutes les nations du monde, les solutions aux maux innombrables qui les accablent pour

M. Sani Bako (Niger)

construire un monde de paix, de justice et de progrès, conformément aux idéaux et aux principes de la Charte des Nations Unies.

Des élections législatives et présidentielles se dérouleront le 10 décembre prochain au suffrage universel direct; elles parachèveront le processus de retour du Niger à une vie constitutionnelle normale.

Voilà, la contribution que la délégation du Niger entendait apporter au débat général de cette quarante-quatrième session, à laquelle nous souhaitons le plus éclatant succès. Puisse-t-elle conforter la foi inébranlable de nos gouvernements dans les idéaux et objectifs des Nations Unies. Puisse-t-elle faire naître en chacun de nos peuples, ce "patriotisme planétaire", grâce auquel nous pourrions réussir notre entreprise, celle de bâtir, patiemment mais sûrement, un monde un et indivisible de paix, de bonheur et de dignité humaine.

La séance est levée à 18 heures.

